



**2021
-
2022**



Afriactivistes

**RAPPORT
D'ACTIVITÉS
ANNUEL**

Sommaire

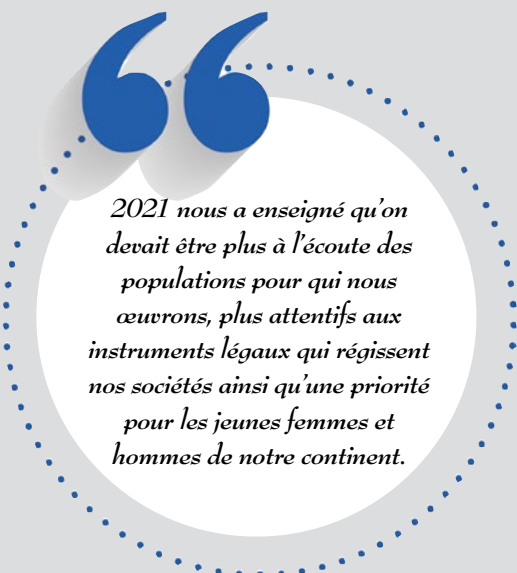
Sommaire

MOT DU PRÉSIDENT

Cheikh Fall



Résilience ! C'est le mot qui décrit le plus notre état d'esprit et notre disposition à travailler pour la bonne gouvernance, la transparence et la démocratie en Afrique en utilisant le numérique. On ne compte plus les vagues de Covid-19 parce que cette maladie à coronavirus est devenue endémique. Malgré les contraintes toujours en vigueur liées au déplacement et autres restrictions, AfricTivistes a su s'adapter. Mieux, elle a renforcé sa dynamique de co-construction et de collaboration qui, d'ailleurs, a toujours été une viatique pour l'organisation. L'inclusion des jeunes africains, tout bord confondu, dans les projets AfricTivistes a pris une dimension non négligeable dans le déroulement de nos projets. Pour une première, l'organisation a envoyé des jeunes volontaires africains hors de leur pays pour servir des communautés. Ils ont aidé à expérimenter l'intégration du numérique dans les systèmes de gouvernance locale dans quatre pays de la région ouest-africaine. Conscient des enjeux des TIC dans l'évolution du monde ainsi que du gap à combler par nos collectivités en ce sens, AfricTivistes a décidé d'accompagner des municipalités avec de solides outils numériques pour une gouvernance inclusive et participative.



2021 nous a enseigné qu'on devait être plus à l'écoute des populations pour qui nous œuvrons, plus attentifs aux instruments légaux qui régissent nos sociétés ainsi qu'une priorité pour les jeunes femmes et hommes de notre continent.

En plus de nous donner une lueur d'espoir, 2021 nous a enseigné que le sens des intérêts communs, la force de la résilience, l'apport inestimable de la technologie, et l'avancée de la science constituent des réponses structurelles aux questions de l'heure et aux interpellations quotidiennes. Des vaccins ont permis à l'humanité de respirer. Une prise de conscience collective nous a permis de comprendre le sens de la responsabilité individuelle et collective. Chez AfricTivistes, 2021 nous a enseigné qu'on devait être plus à l'écoute des populations pour qui nous œuvrons, plus attentifs aux instruments légaux qui régissent nos sociétés ainsi qu'une priorité pour les jeunes femmes et hommes de notre continent.

Cette année, les coups d'Etat et les instabilités politiques et institutionnelles en Afrique sont venus réduire tous les efforts effectués jusque-là pour préserver la démocratie dans le continent. Les défis restent toujours immenses et la sensibilisation des forces vives africaines est une exigence pour prévenir les crises ou les gérer en cas de survenance en respectant les chartes et textes fondamentaux en vigueur. Nous sommes convaincus que les communautés et les acteurs doivent être davantage sensibilisés sur l'existence de mécanismes ou d'instruments juridiques comme la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance (CADEG). Dans un contexte d'instabilité politique caractérisé par des putsch qui prennent des proportions inquiétantes, AfricTivistes opte pour la vulgarisation des engagements contenus dans la CADEG.

Les défis sont énormes en Afrique et à tous les niveaux, particulièrement ceux concernant la réduction des inégalités. Des disparités criardes sont notées en ce qui concerne l'accès aux services essentiels qui privent des millions d'Africains de bonheur et poussent la plupart d'entre eux à vivre dans la misère. La perpétuation de ces inégalités est due en partie par les mauvaises politiques, notamment un sous-investissement dans les secteurs prioritaires : accès à l'eau, à l'électricité, aux services de santé (couverture sanitaire, personnel et matériel), à l'éducation de qualité, etc. ■■■



Notre conviction, c'est que l'Afrique, ayant subi les trois précédentes révolutions industrielles qui ont façonné le monde, ne devrait plus commettre les mêmes erreurs d'être un simple spectateur et éternel consommateur. Nous ne devons nullement subir la révolution numérique.

■ ■ ■ La situation est plus complexe dans le Sahel où les défis environnementaux et sécuritaires sont immenses. Cette atmosphère de terreur, loin de régler ces préoccupations précitées, amplifie les situations de précarité. L'enjeu reste alors l'acceptation et la priorisation de ces défis à tous les niveaux de décision, mais également la collaboration et l'inclusion des acteurs de la société civile et des autorités locales dans les politiques publiques. La jeunesse africaine doit être la première engagée sur le terrain pour y faire face. Cela nécessite cependant une préparation, une compréhension des problématiques majeures du continent et des enjeux que cela représente. D'où l'importance de former les jeunes africains sur des thématiques telles que les inégalités dans le sahel.

2021, c'est aussi l'année de la maturité pour AfricTivistes qui malgré les vicissitudes de la vie rendue complexe par la pandémie Covid-19 a finalement organisé le 3ème sommet AfricTivistes à Abidjan sous le thème : "Promouvoir le développement et la gouvernance démocratique de l'Internet en Afrique". L'événement devait se

tenir à Nairobi avant d'être déplacé à Abidjan à cause des fortes mesures de restrictions sanitaires prises par les autorités kényanes pour faire face à la recrudescence des cas de Covid-19 dans le pays. Tout compte fait, ce Sommet nous a permis d'estimer mais aussi et surtout d'apprécier comment les jeunes acteurs de changement du continent étaient engagés autour de la cause AfricTivistes. 22 pays ont été représentés. 20 institutions et partenaires ont rehaussé l'événement par leur présence. 120 participants ont assisté à la cérémonie d'ouverture et 111 participants aux panels d'ouverture. 30 experts et personnes ressources ont également fait le déplacement. Ce Sommet a été l'occasion de s'interroger sur les scénarios des futurs possibles pour le développement d'internet ainsi que les civic tech en Afrique. Il a permis de réfléchir sur les différentes questions liées aux mécanismes systémiques et institutionnels de gouvernance d'internet pour un écosystème plus juste et plus respectueux des droits humains.

Notre conviction, c'est que l'Afrique, ayant subi les trois précédentes révolutions industrielles qui ont façonné le monde, ne devrait plus commettre les mêmes erreurs d'être un simple spectateur et éternel consommateur. Nous ne devons nullement subir la révolution numérique.

Tirant des leçons des deux dernières années, nous devons nous unir davantage pour qu'ensemble nous mettions notre force de proposition au service de la co-construction afin d'inciter nos Etats à prendre garde aux risques liés à l'absence de souveraineté numérique ainsi qu'aux cyber-menaces qui pourraient nous guetter.

Nous devons ainsi orienter les politiques publiques sur des règles d'éthique et d'accompagnement structurel de cette transformation digitale. Tout cela n'est possible que dans un processus de gouvernance qui s'appuie sur le respect de l'Etat de droit, la promotion de la démocratie participative et la loyauté républicaine. Ceci traduit notre vision d'une Afrique émergente. ■

**Le Président,
Cheikh Fall**

I. Présentation de AfricTivistes

Réseau des web-activistes Pro-démocratie

La ligue africaine des cyber-activistes et blogueurs pour la démocratie, communément appelée AfricTivistes, est l'union des blogueurs et web-activistes du continent et de sa diaspora pour promouvoir et défendre les valeurs démocratiques, les droits humains et la bonne gouvernance à travers le numérique. AfricTivistes a été créée en novembre 2013 en vue de mettre en réseau tous les acteurs de changement en Afrique afin d'apporter des solutions concrètes et idoines aux problèmes majeurs qui freinent le développement et l'unité du continent. Le numérique comme outil de transformation civique, sociale et politique

AfricTivistes, en tant qu'organisation dynamique élargie à l'ensemble des pays africains, se focalise sur la Consolidation de la démocratie, non seulement à l'échelle de chaque pays mais aussi et surtout à l'échelle continentale. Nous entendons par consolidation de la démocratie, toute action tendant vers une démocratie réelle, une démocratie participative, une cyberdémocratie, une E-gouvernance et l'ancrage effective de la culture démocratique dans nos pays respectifs.

Agir pour le changement (Act for social change)

AfricTivistes est résolue à intervenir directement ou indirectement dans les différents processus de changement politique et social. Elle mène et pilote des projets de développement et d'implication citoyenne dans les dispositifs démocratiques. Elle développe des stratégies visant à veiller et à faire surveiller les dirigeants politiques dans leurs actions et dans la réalisation de leurs promesses pour inciter à la transparence et à la bonne gouvernance. Elle est une vitrine de la citoyenneté augmentée en Afrique.

Réseau d'influence, de plaidoyer, de capacitation et d'actions à fort impact social et politique

L'organisation est aujourd'hui le réseau de jeunes le plus influent en Afrique francophone, en tant

que force de contestation (politiques publiques et gouvernance), force de proposition (solutions innovantes, nouvelles dynamiques citoyennes, projets et approches inclusives) et force de contribution (programmes de capacitation, co-construction et collaboration pour une politique de gouvernance ouverte).

AfricTivistes est composée de plusieurs profils dont en majorité des acteurs de l'information de la société civile (blogueurs, influenceurs digitaux, journalistes citoyens, ...), des activistes, des informaticiens, des journalistes, des experts en données ouvertes, des experts formateurs aux technologies numériques, des juristes, des réseaux et mouvements citoyens, etc.

Ce fort réseau nous a permis de développer plusieurs pôles de compétences :

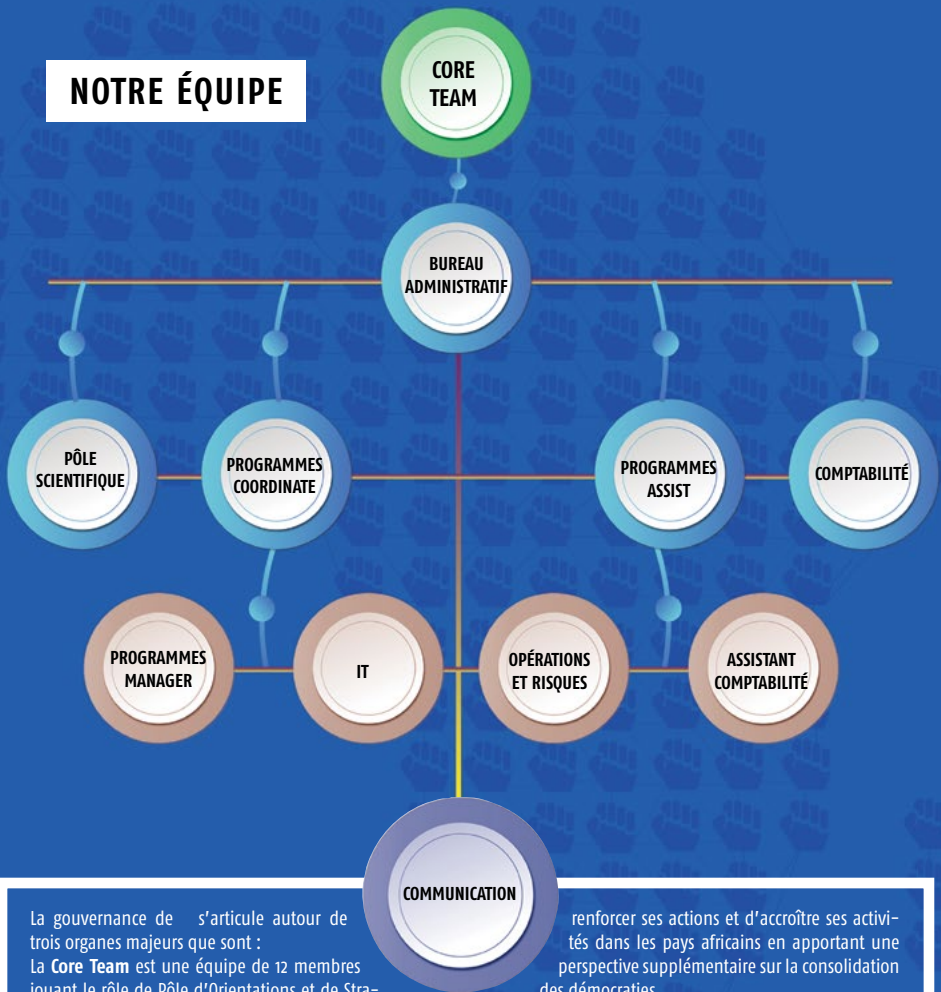
- Construction et déploiement d'une dynamique communautaire ;
- Conception et intégration de projets à forte valeur ajoutée orientée jeunes, leadership, engagement citoyen et transformation social ;
- Capacité de mobilisation sur des sujets d'intérêt public ;
- Forte influence dans le cyberspace ;
- Capacitation en gestion de projets numériques, sécurité informatique, open data, solution médias, citoyenneté augmentée... ;
- Promotion et développement de contenus numériques ;
- Développement et déploiement de solutions informatiques pour renforcer la liberté d'expression et l'accès à l'information (VPN, réseau social privé, radio pirate Cloud, serveur, ...)



Photo de famille 3e Sommet AfricTivistes #Abidjan2021

II. Mode de gouvernance

NOTRE ÉQUIPE



La gouvernance de s'articule autour de trois organes majeurs que sont :

Le **Core Team** est une équipe de 12 membres jouant le rôle de Pôle d'Orientations et de Stratégies de l'organisation.

Le **Bureau Administratif**, basé au siège à Dakar, Sénégal, est le bras exécutant de l'organisation. Il coordonne la conception et la mise en œuvre opérationnelle des activités et programmes de AfricTivistes.

Les **Représentants Pays** constituent les relais de AfricTivistes en Afrique. Ainsi, l'organisation renforce son implantation dans le continent. Ce qui lui permet de

renforcer ses actions et d'accroître ses activités dans les pays africains en apportant une perspective supplémentaire sur la consolidation des démocraties.

En support, le **Réseau des Volontaires AfricTivistes** comprend de jeunes hommes et femmes dans les pays et qui partagent les valeurs des AfricTivistes. Ils interviennent dans la mise en œuvre des programmes et activités d'AfricTivistes mais aussi initient leurs propres activités de service à la communauté. A travers ce réseau, AfricTivistes préparent la prochaine génération pour perpétuer ses valeurs de citoyenneté augmentée dans la construction de l'Afrique que nous voulons.

II. Programmes mis en œuvre



A. AFRICIVISTES CIVIC ENGAGEMENT TOUR (ACET-AFRIQUE DE L'OUEST)

AfricTivistes Civic Engagement Tour (#ACET Afrique de l'Ouest) est un programme d'ateliers de renforcement de capacités destinés aux jeunes résidant en Afrique de l'Ouest et intéressés par les questions d'engagement citoyen et de transformation sociale. Il cible tout individu, âgé de 18 à 35 ans, démontrant une motivation à utiliser le numérique pour promouvoir la citoyenneté.

Le projet vise à créer une nouvelle génération de citoyens engagés dans des questions sociétales et citoyennes à travers le numérique afin de mobiliser davantage d'acteurs et renforcer l'impact de leurs actions.

A cause de la pandémie Covid-19 et pour mieux respecter les gestes barrières, chaque session a reçu une quinzaine de participants.

Trois ateliers ont été organisés en 2021 dans trois

pays de l'Afrique de l'ouest: Mauritanie, Gambie et Guinée-Bissau. Le but de cette tournée d'ateliers d'engagement civique pour ces femmes et ces jeunes engagés est de donner aux participants les capacités de promouvoir et de renforcer l'engagement civique et aussi de les aider à construire des communautés plus responsables et durables.

Le programme s'est fait sous forme d'ateliers de 4 jours dans chaque pays. Il s'agit d'une formation des formateurs dont l'objectif est d'assurer une bonne transmission des connaissances afin que les participants puissent être de bons relais mais aussi qu'ils puissent à court et long terme dérouler les sessions ACET en toute autonomie au sein de leur localité et communauté.

La version imprimée de toolkit ACET a été ainsi présentée et distribuée aux participants dans les différents pays. C'est un cahier qui permet d'apprendre comment devenir facilitateur et qui contient toutes les compétences en matière de formation dans le domaine de l'engagement citoyen et de la transformation sociale.

● Mauritanie – 04 au 07 Janvier 2021

La session de formation des formateurs du programme ACET a permis de mettre à disposition l'outil pédagogique du programme pour la mise en œuvre du curriculum afin de renforcer l'engagement citoyen et le leadership des jeunes africains. L'équipe d'AfricTivistes a également rencontré le ministre de l'Emploi mauritanien Dr. Taleb Ould Sid'Ahmed avec qui elle a eu de riches échanges sur l'engagement citoyen, l'entrepreneuriat social et le pouvoir des jeunes à porter des challenges civiques. Cette session a permis de mesurer l'énergie débordante des jeunes mauritaniens soucieux du changement et de la transformation sociale, motivés et engagés pour porter de nouveaux challenges civiques. Il a été question de tisser une nouvelle collaboration pour accompagner le gouvernement mauritanien à former les jeunes sur l'engagement et sur leur implication aux activités politiques et de développement.

Certains participants ont exprimé leur feedbacks dans leurs différentes plateformes et parmi lesquels Awa Seydou Traoré qui a consacré un billet de blog à la session: <https://awaseydou.mondoblog.org/2021/01/14/ma-rencontre-avec-la-team-dafriktiviste-en-mauritanie/>



● Gambie – 06 au 09 Avril 2021



Les jeunes gambiens ont bénéficié du même curriculum que leurs frères mauritaniens avec les mêmes outils pédagogiques. Ils ont été nombreux à candidater pour bénéficier de ces formations.

A la fin de l'appel à candidatures le 1er avril 2021, sur 75 profils enregistrés, 15 jeunes ont été sélectionnés pour bénéficier du programme. Ces derniers ont démontré toute leur volonté d'être des relais pour apprendre sur le leadership civique, le design thinking, la construction communautaire, l'initiative sociale, l'engagement citoyen et la transformation sociale.

L'étape de Gambie a permis de rencontrer le Professeur Pierre Gomez, Vice-Recteur de l'Université de Gambie. Cette action participe de la volonté d'AfricTivistes d'informer les décideurs et intellectuels africains des actions entreprises dans le sens d'accompagner la participation effective des jeunes et recueillir leurs réflexions pour construire l'Afrique de demain.

● Guinée-Bissau – 15 au 18 septembre 2021

La session de Bissau qui devait se dérouler au mois de mars 2021 n'a pas pu se tenir à cette date à cause de la recrudescence des cas de contamination de la Covid-19 dans le pays et des mesures de restrictions adoptées par les Etats. Reprogrammée au mois de juillet, un cas de force majeure empêche l'équipe d'AfricTivistes d'atterrir à l'aéroport de Bissau. De fortes intempéries avaient obligé l'avion transportant les formateurs à rappliquer vers Dakar. C'est pourquoi, la session a été finalement organisée au mois de septembre 2021.

Cette troisième et dernière étape de AfricTivistes Civic Engagement Tour – Afrique de l'Ouest a permis d'outiller comme dans les autres pays des jeunes bissau-guinéens sur les thématiques de leadership, d'engagement citoyen et de transformation sociale. Au-delà des difficultés liées à la langue, l'équipe des formateurs AfricTivistes a pu compter sur les points focaux pays pour assurer la traduction. Les participants bissau-guinéens se sont ainsi engagés à devenir de véritables acteurs de changement afin d'impacter leur communauté et de participer aux efforts de conscientisation.



B. CARTOGRAPHIE DES INITIATIVES DE JEUNES CONTRE LA COVID-19

Après avoir cartographié en 2020 une centaine d'initiatives portées par des jeunes du continent et qui ont eu un fort impact dans la gestion des effets de la crise sanitaire, AfricTivistes a continué en 2021 à valoriser certaines de ces initiatives à travers une série de Tweets et de Posts Facebook. Le rapport analytique publié en la matière a été également exploité de long en large et diffusé dans nos différentes plateformes et dans certains médias.

A noter que cette cartographie a pu se faire grâce aux 18 points focaux d'AfricTivistes dans 10 pays en Afrique qui ont recensé 100 initiatives de jeunes qui luttent contre les impacts de la Covid-19.

Durant tout le mois de janvier (du 08 au 22), 13 porteurs de projets ont été mis sous les projecteurs en partageant leur philosophie du leadership et leur engagement dans la lutte contre la Covid-19.

Il s'agit particulièrement de jeunes venant de la Mauritanie, du Sénégal, de la Gambie, du Nigéria, du Ghana, du Bénin, du Niger, du Mali, et de la Côte d'Ivoire.

Le 11 mars 2021, AfricTivistes, en collaboration avec Oxfam a publié un rapport analytique téléchargeable ici qui montre comment la jeunesse africaine a été en première ligne sur le front de la pandémie Covid-19.

Le 22 mars 2021, toujours dans le cadre de la vulgarisation du rapport analytique, le magazine panafricain "Jeune Afrique" a publié une tribune du Président de AfricTivistes intitulé: "Covid-19 en Afrique : qu'attendons-nous pour faire confiance aux jeunes ?"

Le 3 avril 2021, l'émission "Alors on dit quoi" sur RFI Afrique a réservé une large tribune au sujet. En donnant la parole aux jeunes porteurs de projets du continent, RFI a accordé une attention particulière à la Cartographie des initiatives de jeunes de lutte contre la Covid19.

C. LOCAL OPEN GOVLAB (LOG)

Sur financement de la National Endowment for Democracy (NED), AfricTivistes met en œuvre pour la première fois en Afrique, un programme de laboratoire d'innovation et de participation citoyenne pour une gouvernance locale ouverte par le biais du numérique. Et pendant l'année 2021, sept (7) collectivités locales ont été accompagnées et outillées pour la gouvernance locale ouverte. Il s'agit des mairies de Rufisque et de Fass Guele Tapée Colobane au Sénégal ; des mairies de Labé et de Kouroussa en Guinée ; des mairies de Matankari et Dan Kassari au Niger et de la mairie de Bissau en Guinée-Bissau.

Cette première phase du programme visait huit (8) collectivités locales soit deux (2) Mairies dans chacun des pays sélectionnés. Mais le cas particulier de la Guinée Bissau avec une seule collectivité

locale centrale basée au niveau de la capitale a réduit le nombre de Mairies bénéficiaires à sept (7). Le choix d mairies a été guidé par la lecture et l'analyse de la demande citoyenne et des populations locales à travers une veille sur la vie politique, démocratique, citoyenne et sociale à travers internet et via nos interlocuteurs locaux. Également, cela se justifie par une connaissance parfaite des pays et des différents contextes politiques et socio-culturels; une proximité des pays avec le bureau administratif de AfricTivistes basé à Dakar ; et une similarité des priorités en termes de gouvernance participative et d'accès à l'information.

Initier, accompagner, mobiliser et co-construire, telles sont les bases qui fondent les piliers du programme Local Open GovLab (LOG) en Afrique. Dans la mise en œuvre du projet, des volontaires AfricTivistes pour la gouvernance locale ouverte – VAGOA ont été déployés auprès de 7 collectivités locales sélectionnées.





Suivant les besoins exprimés lors de la soumission, un cahier de charges a permis d'élaborer le parcours assisté à la gouvernance locale ouverte. Il est mis en œuvre par le Volontaire AfricTivistes pour la Gouvernance Locale Ouverte (VAGO) pendant au moins 6 mois.

À terme, la collectivité va disposer d'outils numériques de visibilité, d'accès au service, de gestion et d'accès aux données, de capacitation à l'ouverture des données et de la e-administration. Un tel dispositif répond à la demande d'accès aux

informations essentielles, dont les populations ont besoin, en particulier pour leurs demandes administratives.

Un cadre d'échange est mis en place dans chaque collectivité pour une consultation citoyenne sur les affaires relevant de l'intérêt local. Les populations devront ainsi être en mesure de participer à l'action de la collectivité à travers des axes de collaboration déclinés suivant un engagement commun. Ceci va susciter un sentiment de redevabilité de la collectivité envers les populations.

LOG se veut un projet d'appui et d'accompagnement des collectivités locales par le biais du numérique pour une gouvernance inclusive et participative. Il s'appuie sur un parcours assisté de gouvernance locale ouverte pour une durée de 6 mois. Cela passe par :

- L'implication des populations dans la gestion et l'organisation des affaires de la cité,
- La sensibilisation des citoyens et la formation des élus pour un meilleur accès à l'information d'intérêt public,
- La création d'un cadre de communication, d'échanges des citoyens pour une meilleure collaboration avec les élus,
- L'encouragement à la redevabilité des élus afin qu'ils soient en mesure de mettre à disposition toutes informations utiles à leurs administrés,
- L'élaboration de mécanismes et d'outils d'aide à la modernisation de l'administration locale.

ACTIVITÉS

► Février-juin 2021

Lancement de la plateforme Web

La plateforme web - <https://log.africTivistes.org> - sert de vitrine d'information pour le projet. Ce site se veut aussi une plateforme open data et d'intelligence collective sur la thématique de la gouvernance ouverte et inclusive. Conçue par l'équipe technique du projet, elle répond au besoin de supports de communication et de visibilité.



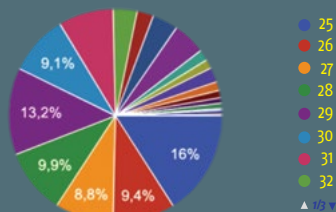
Sélection des volontaires et des mairies

Suite à un appel à candidatures, il a été procédé au recrutement des Volontaires AfricTivistes pour la Gouvernance Ouverte en Afrique (VAGO) ainsi que des Mairies bénéficiaires du programme. Au total, 363 jeunes ont soumis des dossiers de candidatures pour devenir des VAGO. Au même moment, 15 mairies ont soumis leur candidature pour bénéficier du programme.

La tranche d'âge des postulants-VAGO est de 25 à 35 ans.

Âge

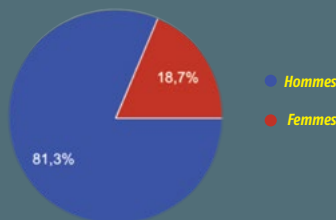
363 réponses



Parmi les postulants, plus de 80% sont des hommes. Il y a eu 68 femmes candidates sur 363 dossiers enregistrés.

Sexe

363 réponses



La majorité des postulants - VAGO sont des étudiants (61%) et vivent au Sénégal.

La présélection s'est faite sur la base de 8 critères :

- Domaine de compétence
- Disponibilité durant la période de volontariat
- Disposition d'un passeport valable au moins 1 an
- Expérience sur un projet d'open data
- Avoir dispensé un module de formation
- Connaissance de la gouvernance locale
- Connaissances en matière de Civic tech, E-démocratie, Gouv Tech, participation citoyenne et engagement civique
- Motivation

Un entretien avec les Présélectionnés a permis au jury de choisir les VAGO suivants :



SALLY BILALY SOW,
ingénieur informaticien (Guinée)

Sally Bilaly Sow est un blogueur et web activiste guinéen très engagé pour sa communauté. Le bénévolat est un crédo pour celui-ci qui a cofondé avec des amis en 2015 la communauté Open Street Map Guinée en 2015. Il a également travaillé dans beaucoup de projets à orientation numérique. Tour à tour, il a été responsable technique et assistant du projet GuinéeVote en 2015 ; responsable technique du projet Lahidi entre 2016 et 2017, et principal organisateur du Forum du numérique au Foutah (à Labé) en 2019.

Agé de 28 ans, ce blogueur de RFI Mondoblog est aussi membre du Réseau AfricTivistes, de l'Association des Blogueurs de Guinée (Ablogui), Observateur de France, reporter des Haut-Parleurs de TV5 Monde et coordinateur de l'Association Villageois 2.0 dont l'objectif est de sensibiliser les citoyens sur les avantages et risques des TIC. Sally Bilaly Sow est diplômé en MIAGE (BAC+4) à l'université Ahmadou Dieng de LABÉ. Amoureux du numérique, il s'intéresse aux Civic Tech pour répondre numériquement aux problèmes qui assaillent la Guinée.



ALSENY FARINTA B. CAMARA
Politiste (Guinée)

Alseny Farinta Camara est un activiste de la société civile guinéenne. Il est engagé depuis son jeune âge dans les associations de services communautaires. En 2017, son engagement prend une plus grande dimension avec ses actions en faveur de la démocratie participative. C'est ainsi qu'il avait pris l'initiative d'implémenter des approches de la Budgétisation participative et de suivi évaluation participatifs dans les communes rurales de la Basse Guinée.

En septembre 2011, il a milité au sein de la nouvelle plateforme de la société civile Guinéenne, PCUD, où il a animé des activités sur divers thèmes : le Contrôle Citoyen de l'Action Publique, la prévention et la résolution des conflits, la lutte contre la migration irrégulière, la protection de l'environnement, la prévention de la traite des êtres humains et les pratiques assimilées. En 2019, il a été identifié par le Centre Régional de Leadership YALI DAKAR parmi les Alumni qui se sont le plus illustrés grâce à des initiatives à fort impact et nommé aux J-AWADRS parmi les cinquante jeunes qui font bouger la Guinée.



FATIMA NDIOUR
**Photographe, infographiste,
graphiste et communicante (Sénégal)**

Fatima Bint Rassoul Ndiour est une photographe, graphiste et communicante extrêmement motivée pour développer constamment ses compétences et évoluer professionnellement. Fatima est bien intégrée dans le milieu de la photographie et du graphisme. Tima comme on l'appelle affectueusement met ses compétences techniques au service de son engagement social pour un libre accès aux données et à l'information des citoyens afin de les impliquer dans la gestion des affaires de la cité.

Son expérience et sa polyvalence professionnelle plaident en sa faveur. Durant sa carrière, elle a travaillé dans de nombreuses structures comme l'Ong Ker Imagination Afrika, Raw Material Academy, Genji Hip Hop entre autres qui s'activent dans le domaine de l'entrepreneuriat. Sa participation à des projets internationaux comme "le projet NICOLA" avec plusieurs artistes originaires du Sénégal, de la France, de l'Angleterre et du Brésil est la preuve de sa capacité à se mouvoir dans chaque environnement de travail.



RAMATOULAYE DIALLO
Entrepreneur culturel (Sénégal)

Ramatoulaye Diallo dite Blackish a plusieurs cordes à son arc. Elle s'active aussi bien dans l'entrepreneuriat culturel que dans l'engagement citoyen. Membre de ACTION CRÉATIVE ART NETWORKING (ACAN), cette jeune activiste a réussi également à s'imposer dans le monde culturel en tant que membre de Genji Hop. Sa préoccupation sur les questions de bonne gouvernance et de transparence justifie aujourd'hui son adhésion au Projet d'Activisme Artistique contre la Corruption (PAAC).

Community Manager disposant de 5 ans d'expérience dans la communication et le marketing digital, elle est appréciée pour ses aptitudes à évaluer les besoins opérationnels et à manager des équipes. Elle a de solides compétences en gestion de projet, les techniques de graphisme et l'entrepreneuriat. Elle a aussi travaillé en tant qu'assistante administrative. Ce qui lui a permis d'encadrer de nombreuses personnes pour leurs procédures administratives, les politiques en entreprise et les normes de performance. Ramatoulaye est aussi très engagée pour la cause sociale et de l'entrepreneuriat des femmes.



ALFREDO DOS REIS,
Informaticien, Administrateur Réseau
(Guinée-Bissau)

Malmo A. F DOS REIS, est un jeune bissau-guinéen administrateur de réseaux et des télécommunications et gestionnaire de bases de données. M. Dos Reis s'active également pour le compte de l'organisation Innovalab membre permanent de l'ODG (Observatoire de la Démocratie et de la Gouvernance) en Guinée Bissau, qui à développer un projet dénommé OpenGov (Governance Ouverte) donc c'est tout naturellement que ce dernier a manifesté son intérêt pour le Local OpenGov Lab afin de consolider son appui et son accompagnement des collectivités locales via le numérique pour une gouvernance inclusive et participative.

Malmo A. F DOS REIS est également le promoteur et responsable du projet d'initiation au digital "Alfabetisation" qui a pour ambition d'enseigner les métiers du numérique à des jeunes des périphéries de Bissau. Pour les besoins du projet, lui et son équipe ont conçu un manuel en langue locale qui répertorie plusieurs de ces métiers et leurs débouchés professionnels. Depuis le début du projet, 50 jeunes ont été formés.



PIERRE HINDINA NATWA
Entrepreneur, Expert en conception
projet (Tchad)

Natwa Hindina Pierre excelle dans la conception, le management et la réalisation des projets. Il a également des notions solides en montage de business plan et gestion d'entreprise. Ce qui lui a permis d'aider de nombreux jeunes et femmes tchadiens dans la conception des projets pour le Programme Entrepreneuriat des Jeunes et des femmes de 2019 à 2020. Ce dernier a aussi bénéficié de solides formations sur l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication, notamment le MOOC connexion citoyenne organisé par le CFI et l'AFD.

Natwa Hindina Pierre est l'initiateur du Réseau OPEN DATA TCHAD et du projet CIVIC-TECH TCHAD. En janvier 2021, Natwa Hindina Pierre a créé le projet "BALADI@ HANNANA COMMUNITY" qui signifie "la communauté de ma ville". Il s'agit d'un logiciel qui va permettre de mettre en contact les Mairies et les Citoyens tchadiens pour une démocratie participative. En octobre 2015, il est sélectionné comme Opérateur de saisie au recensement électorale et biométrique à la CENI pour l'élection de 2016 et 2020 au Tchad.



JOËL ARSÈNE NOUMOMVI
Communication Marketing (Bénin)

Né le 27 juillet 1984 à Cotonou au Bénin, Joël Arsène Noumonvi a étudié la psychologie de la vie sociale et professionnelle à l'Université d'Abomey-Calavi (Bénin). Il a également fait des études en Marketing et communication. Mais Joël s'est particulièrement fait remarquer à l'association des blogueurs du Bénin qu'il a rejoint en 2016. Il sera élu Président de la structure le 13 juillet 2019 pour un mandat de 2 ans. Au sein de l'association des blogueurs du Bénin, Joël a bénéficié de formations et accompagnement sur les thématiques liées à la bonne gouvernance, la participation citoyenne, les données ouvertes, la sécurité numérique, le fact-checking, ...

Depuis 2020, il a obtenu le certificat de formateur de Facebook Afrique sur la sécurité en ligne et sur les réseaux sociaux grâce à une collaboration avec le Forum sur la Gouvernance de l'Internet au Bénin. Vaillant acteur de la société civile, il contribue depuis 2016 aux actions citoyennes en faveur de l'organisation d'élections libres, transparentes et apaisées dans son pays.



Par ailleurs, pour les mairies, les entretiens ont porté sur leurs attentes (les besoins), les soutiens politiques qu'ils comptent apporter au projet, la disponibilité de la commune à accueillir un Volontaire AfricTivistes pour la Gouvernance Locale Ouverte (VAGOA), et comment la mairie compte impliquer la société civile locale dans ce projet.

Ces entretiens ont permis de sélectionner pour cette première phase, sept mairies :

- Fass-Colobane-Gueule Tapée (Sénégal),
- Rufisque (Sénégal),
- Kouroussa (Guinée),
- Labé (Guinée),
- Matankari (Niger),
- Dankassari (Niger),
- Bissau (Guinée-Bissau).

FORMATION

► Février-juin 2021

Dix (10) sessions de renforcement de capacités ont été organisées en ligne pour préparer le déploiement des VAGOA

- Maîtrise des Outils de travail collaboratifs utilisés dans le cadre du projet : Github, Slack, Gitkraken
- Bâtir une dynamique avec les OSCs
- Communication, campagne digitale et plaidoyer
- Référence légale de l'accès à l'information publique dans les 4 pays du LOG
- Les données ouvertes
- Rédaction de rapports d'activités
- Rédaction du Guide du Maire
- Rédaction du Plan d'action locale pour la gouvernance locale ouverte
- Construire la dynamique avec les OSCs
- Production des rapports sur le cadre législatif

Convention AfricTivistes et mairies

Dans le cadre de la formalisation du partenariat entre AfricTivistes et les Mairies bénéficiaires, des conventions ont été élaborées dans ce sens entre les deux parties. Il est indiqué dans les protocoles d'accord que :

AfricTivistes s'engage, d'une part, à apporter aux mairies ce qui suit :

- Conception de leurs plateformes officielles
- Conception de leurs sites officiels et création de pages sur les réseaux sociaux
- Élaboration des cahiers de charge de leur plateforme web en collaboration avec l'exécutif communal
- Identification, avec les mairies et le public, des jeux de données à publier
- Organiser pour chaque mairie une activité de lancement de la plateforme
- Vulgarisation de la plateforme et valorisation des données publiées
- Communication sur les réseaux sociaux et dans les médias classiques
- Organisation d'évènements sur l'open data
- Organisation des séances de cartographie numérique sur OpenStreetMap
- Transfert de compétences
- Formation d'une équipe de la mairie sur la communication digitale, les données ouvertes et l'utilisation des plateformes créées pour assurer la pérennisation du projet
- Renforcement de capacités de la société civile locale sur l'exploitation des données ouvertes
- Conception d'outils et de solutions informatiques selon les besoins exprimés par les Mairies
- Conception d'une solution d'archivage
- Conception d'une solution de déclaration des naissances
- Conception d'une solution de gestion et de suivi de la comptabilité
- Mise en place d'une base de données de la société civile
- Création d'un cadre d'échange et de co-construction entre société civile et administration locale
- Production et traitement des données cartographiques
- Collecte, organisation et publication des données ouvertes
- Création d'une application mobile.

D'autre part, les mairies se sont engagés à :

- Ouvrir les données publiques
- Apporter à AFRICTIVISTES tout l'appui nécessaire à la mise en œuvre du projet
- Recruter et équiper un personnel compétent pour animer la plateforme
- Impliquer la société civile, les citoyens dans les prises de décisions
- Promouvoir les valeurs du Partenariat pour un Gouvernement Ouvert
- Aider le Volontaire AfricTivistes dans son installation
- Offrir un cadre de travail adéquat au Volontaire AfricTivistes
- Mettre à la disposition du Volontaire un interlocuteur, une personne ressource avec qui il va collaborer
- Participer aux sessions d'évaluation à mis-parcours
- Participer au séminaire de lancement du programme prévu à Dakar, Sénégal
- Collecter et publier sur la plateforme web des données publiques, non exhaustives, suivantes dans un format ouvert
- Liste des écoles, hôpitaux, centres de santé, lieux de loisirs, restaurants, marchés
- Budget annuel de la commune
- Appels d'offre
- Permis de construction
- Projets et contrats communaux
- Taxes et Impôts de la collectivité
- Tarifs des documents d'état civil
- Biens de la commune
- Les recettes propres à la commune et celles partagées avec l'Etat
- Fournir la liste des centres de santé publics et privés
- Fournir la liste des établissements publics et privés
- Et toutes autres données publiques susceptibles d'informer les citoyens et/ou d'être utilisés pour la création de services innovants.

Ces conventions ont été signées à l'occasion du séminaire de lancement du projet à Dakar. Toutefois, il a été convenu que le contenu des conventions plus précisément les besoins peuvent être ajustés en fonction de certaines réalités de la collectivité bénéficiaire.



Déploiement des VAGO

Les sept (7) Volontaires AfricTivistes pour la Gouvernance Ouverte en Afrique (VAGO) ont été affectés auprès de sept (7) collectivités dans quatre (4) pays en Afrique de l'ouest à savoir le Niger, la Guinée, le Sénégal et la Guinée-Bissau. Ce déploiement s'est effectué entre le 1er juillet et le 31 décembre 2021.

Ces VAGO devraient ainsi mettre en œuvre les engagements d'AfricTivistes contenus dans les conventions de partenariat signées avec les mairies bénéficiaires du projet. Après trois mois de parcours assisté à distance (Juillet à

septembre), ils se sont déplacés pour une durée de trois mois (Octobre à Décembre) dans leurs pays d'affectation respectifs pour mettre en œuvre de façon pratique toutes les tâches qui leur ont été assignées et conformément aux contrats signés avec AfricTivistes. Ils ont été pris en charge par celle-ci pendant toute la durée de leur mission.

Une fois sur place, dans le cadre de leur mission d'appui et d'accompagnement aux Mairies, les volontaires AfricTivistes pour la gouvernance locale ouverte ont mené une série d'activités dans leurs collectivités respectives sur la base des engagements pris par AfricTivistes.



Local Open GovLab



Local Open GovLab : La presse en parle

SITES WEB

<http://lesoleil.sn/gouvernance-locale-afriktivistes-va-appuyer-les-collectivites-a-integrer-le-numerique/>

https://www.impact.sn/AfricTivistes-apporte-la-solution-numerique-LOG-aux-administrations-locales-communique_a25484.html

<http://savaneinfo.com/index.php/2021/04/01/afriktivistes-lance-son-programme-dappui-aux-collectivites-locales-en-guinee>

https://www.leral.net/Gouvernance-locale-AfricTivistes-va-appuyer-les-collectivites-a-integrer-le-numerique_a299975.html

<http://lalanternet21.com/integration-du-numerique-dans-la-gouvernance-locale-ouverte-afriktivistes-apporte-la-solution-log/>

<https://seneweb.fr/afriktivistes-va-appuyer-les-collectivites-a-integrer-le-numerique-le-soleil/>

<https://www.netali.com/2021/04/02/collectivites-locales-comment-afriktivistes-compte-ouiller-les-maires-pour-la-transparence-budgetaire/>

https://senego.com/introduction-du-numerique-dans-la-gouvernance-locale-afriktivistes-lance-le-programme-log_1249624.html

https://www.pressafrik.com/Gouvernance-locale-La-plateforme-AfricTivistes-lance-le-programme-Local-Open-GovLab_a230083.html

<https://lemandat.info/transparence-budgetaire-le-senegal-parmi-les-4-pays-africains-a-etre-ouilles/>

<https://www.senepius.com/societe/afriktivistes-lance-le-programme-log-dans-4-pays>

<https://senegaalnet.com/tag/afriktivisteslocal-open-govlab/>

<https://lequotidien.sn/introduction-du-numerique-dans-la-gouvernance-locale-afriktivistes-lance-le-programme-log-dans-4-pays/>

<https://algerieg.com/introduction-du-numerique-dans-la-gouvernance-locale-afriktivistes-lance-le-programme-log>

<https://fr.allafrica.com/stories/202104020361.html>

<https://actualitesenegal.com/2021/04/02/introduction-du-numerique-dans-la-gouvernance-locale-afriktivistes-lance-le-programme-log-dans-4-pays/>

<https://atlantactu.com/accompagner-la-bonne-gouvernance-locale-a-travers-le-numerique-communique/>

<http://www.africain.info/news=6104733>

<https://verite224.com/integration-du-numerique-dans-la-gouvernance-locale-ouverte-afriktivistes-apporte-la-solution-log/>

<https://www.vivafrik.com/2021/04/06/integration-du-numerique-dans-la-gouvernance-locale-ouverte-afriactivistes-apporte-la-solution-log-a04045.html>

<https://kibaroz24.com/kouroussa-la-residence-du-prefet-et-le-bureau-du-maire-complementement-vandalises/>

<https://www.visionguinee.info/2021/04/17/violentes-manifestations-a-kouroussa-le-domicile-du-maire-et-la-residence-du-prefet-saccages/>

<http://apanews.net/fr/news/afriactivistes-un-programme-de-gouvernance-lance-dans-quatre-pays/>

<https://www.journalducameroun.com/afriactivistes-un-programme-de-gouvernance-lance-dans-quatre-pays/>

<https://www.wathi.org/fr/est-important-que-les-citoyens-aient-une-relation-nouvelle-avec-les-administrations-pour-soutenir-les-principes-de-democratie-mouhammad-assis/>

[https://www.enquetepus.com/content/cheikh-fall-president-des-afriactivistes-%E2%80%98%E2%80%99gilles-limites-de-la-strategie-aggieles-%E2%80%98-%E2%80%99num%E2%80%99-%E2%80%992025](https://www.enqueteplus.com/content/cheikh-fall-president-des-afriactivistes-%E2%80%98%E2%80%99gilles-limites-de-la-strategie-aggieles-%E2%80%98-%E2%80%99num%E2%80%99-%E2%80%992025)

<https://www.vivafrik.com/2021/04/06/integration-du-numerique-dans-la-gouvernance-locale-ouverte-afriactivistes-apporte-la-solution-log-a04045.html>

<https://www.infobus.com/2021/05/28/modernisation-de-ladministration-sally-bilal-sow-et-la-mairie-de-labe-seigneur-les-par-le-lacal-open-govlab/>

TÉLÉVISION

MediTV : <https://youtu.be/AP889df2oko>

PRESSE ÉCRITE

Enquête

L'AS



Les Echos

Le Quotidien



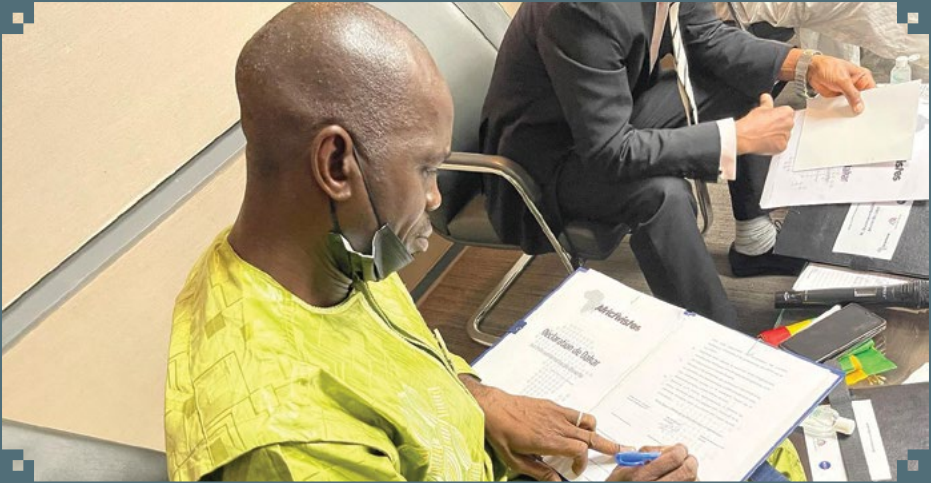
Comment AfricTivistes a engagé sept communes d'Afrique dans la gouvernance ouverte ?



En juillet 2021, AfricTivistes, la ligue des blogueurs et cyber-activistes africains pour la démocratie, a réuni sept maires d'Afrique de l'Ouest à Dakar au Sénégal pour un séminaire inédit sur la gouvernance ouverte locale. Une rencontre durant laquelle les élus locaux ont pris un engagement fort en faveur de l'ouverture et de la collaboration avec la société civile en s'appuyant sur le numérique. La démarche s'inscrit dans le cadre du projet Local Open GovLab (LOG) mis en œuvre en partenariat avec le National Endowment for Democracy (NED). Pour en arriver là, nous avons dû parcourir un long chemin qui est loin d'être fini.

Un projet de longue date

L'idée d'un projet de gouvernance ouverte à l'échelle locale a germé au sein des équipes d'AfricTivistes depuis plusieurs années. Les premières bases ont été posées à l'issue du cinquième sommet du Partenariat pour un gouvernement ouvert qui s'est déroulé du 6 au 9 décembre 2016 à Paris, en France. Ce sommet avait eu la particularité d'être celui au cours duquel le gouvernement ouvert a été porté au niveau des collectivités locales. Sous le leadership de la Maire de Paris Anne Hidalgo, le gouvernement ouvert au niveau local est né.



Présents à ce sommet, avec une participation active, plusieurs membres de l'équipe dirigeante d'AfricTivistes ont commencé à pencher sur un projet pouvant apporter les collectivités locales vers une gouvernance ouverte. Le plaidoyer au niveau national ayant toujours du plomb dans l'aile, les collectivités locales sont apparues comme une cible plus facile à convaincre. Elles deviennent aussi les espaces politiques et citoyens les plus favorables à une transformation sociale "bottom-up" aux yeux d'AfricTivistes.

Après plusieurs années de travail qui ont vu, entre autres, la publication en 2018 d'un livre blanc intitulé "De la donnée ouverte au gouvernement ouvert" lors du deuxième Sommet des AfricTivistes de Ouagadougou (Burkina Faso), le projet Local Open GovLab (LOG) va prendre forme en 2019. Il va être présenté à plusieurs potentiels partenaires financiers pour le soutenir. C'est finalement le National Endowment for Democracy (NED) qui accepte de nous accompagner dans cette démarche. Engagé pour le renforcement et le progrès des institutions démocratiques dans le monde, le NED a trouvé en LOG une bonne opportunité pour soutenir les efforts d'ouverture des données et de participation citoyenne au sein des collectivités locales africaines pour une gouvernance ouverte plus inclusive et participative.

Le projet LOG est conçu à travers une approche innovante et inclusive associant :

- L'utilisation de technologies de l'information et de la communication pour l'administration locale ;
- La mobilisation de jeunes acteurs de changement de la société civile africaine aux compétences diverses et variées ;
- La création d'un réseau d'élus locaux engagé autour des principes de la gouvernance locale ouverte ;
- L'encouragement et la promotion de la mobilité scientifique et technique chez les jeunes au niveau continental ;
- Une démarche d'accompagnement par le biais d'un parcours assisté à la gouvernance locale ouverte d'une période de 6 mois ;
- Une approche orientée information par la documentation des différentes étapes du projet.

Objectifs et méthodologie du AfricTivistes Local Open GovLab

Le projet LOG est pensé comme un laboratoire d'innovation et de participation citoyenne pour une gouvernance locale ouverte par le biais du numérique. Il s'appuie sur un parcours assisté de gouvernance locale ouverte pour une durée de SIX mois avec la mise à la disposition de chaque mairie bénéficiaire d'un Volontaire AfricTivistes pour la Gouvernance Locale Ouverte (VAGO). Le rôle de ce dernier inclut les interventions suivantes :

- l'ouverture de données publiques locales ;
- l'implication des populations dans la gestion et l'organisation des affaires de la cité ;
- la sensibilisation des citoyens et la formation des élus pour un meilleur accès à l'information d'intérêt public ;
- la création d'un cadre de communication, d'échanges des citoyens pour une meilleure collaboration avec les élus ;
- l'encouragement à la redevabilité des élus afin qu'ils soient en mesure de mettre à disposition toutes informations utiles à leurs administrés ;
- l'élaboration de mécanismes et d'outils d'aide à la modernisation de l'administration locale.

Alors que les collectivités locales bénéficiaires s'engagent à accueillir le volontaire et lui faciliter sa mission, AfricTivistes s'est engagée auprès des mairies pour la conception de la plateforme officielle de la mairie concernée, la valorisation des données publiées, le transfert de compétence et la conception d'outils et de solutions informatiques selon les besoins exprimées par les Mairies.

Sélection des collectivités locales et des volontaires

Si AfricTivistes pilote la coordination globale du projet LOG, sa mise en œuvre opérationnelle est réalisée par la rencontre des collectivités locales bénéficiaires et les Volontaires d'AfricTivistes pour une gouvernance locale ouverte (VAGO). Ces deux parties prenantes ont été sélectionnées à l'issue de procédures d'appels à candidatures libres et ouvertes au public.

D'abord, un message a été envoyé aux abonnés à la newsletter d'AfricTivistes à l'adresse des membres du réseau, des partenaires techniques et financiers, des participants aux programmes AfricTivistes, de la presse africaine et internationale. En plus de cela, des publications ont été faites sur les réseaux sociaux (Facebook et Twitter). L'appel à candidature a été lancé via le site web dédié au projet <https://log.afriktivistes.org> pour la sélection des collectivités locales ainsi que pour les Volontaires AfricTivistes pour la Gouvernance Locale Ouverte. Les deux appels à candidatures ont été lancés simultanément et ont eu tous les deux la même durée (40 jours). Au total, 363 candidatures ont été déposées pour les Volontaires et 15 mairies ont soumis leur candidature pour bénéficier du programme.

La diversité des différents profils de candidatures ainsi que celle de leur expérience démontrent du potentiel et de la volonté des jeunes africains de participer aux dynamiques citoyennes pour impulser des changements dans nos sociétés. Concernant les collectivités locales, il a été noté que certaines candidatures envoyées par des mairies n'ont pas retenu l'attention du comité de sélection notamment à cause des champs du formulaire de candidature non remplis ou peu motivés.

La présélection des VAGO a été faite sur la base des critères suivants :

- domaine de compétence
- disponibilité durant la période de volontariat
- disposition d'un passeport valable au moins 1 an
- expérience sur un projet d'open data
- avoir dispensé un module de formation
- connaissance de la gouvernance locale
- connaissances en matière de civic tech, e-démocratie, gouv tech, participation citoyenne, engagement civique
- motivation

Les sept volontaires retenus ont été sélectionnés à l'issue d'un entretien individuel parmi une liste de 36 personnes présélectionnées. Pour ce qui concerne les collectivités locales, leur sélection a été facilitée par le nombre réduit de candidatures. Pour s'assurer de leur volonté politique à participer au projet, nous avons organisé des visioconférences avec les mairies pré-sélectionnées.

Des membres de la société civile locale, les maires et d'autres personnels de leur commune ont été invités à cet échange. Il était question notamment de comprendre leur motivation, leur expliquer les objectifs du projet et ses différentes étapes. Ces échanges nous ont également permis d'identifier avec eux les besoins de la collectivité en matière de gouvernance ouverte, connaître les acteurs qui seront impliqués et partager notre stratégie de mise en œuvre des activités prévues. A l'issue de cette visioconférence organisée avec les représentants de chaque collectivité locale, sept (07) d'entre elles ont été retenues pour bénéficier du projet. La stratégie du LOG consiste à déployer les Vagoa comme assistants techniques des collectivités locales pour la mise en œuvre des principes de la gouvernance ouverte dans leur localité. Dans cette logique, les différents volontaires sélectionnés ont été notifiés des collectivités locales dans lesquelles ils seront déployés. Ce déploiement sera fait de sorte à ce qu'un volontaire ne puisse intervenir dans une collectivité locale de son pays d'origine.

A la suite de la confirmation, l'équipe projet a organisé deux différentes sessions de mise à niveau au profit des volontaires sur l'utilisation d'outils collaboratifs, les données ouvertes, l'implication des acteurs de la société civile de leur mairie d'affectation, l'écriture de rapports et autres.

Un séminaire de lancement réussi, une déclaration inédite

Pour lancer officiellement le projet Local Open GovLab, nous avons organisé un séminaire de lancement à Dakar le 29 juillet 2021. Il a été l'occasion de réunir tous les sept maires bénéficiaires du projet afin de discuter avec eux et de connaître leurs perspectives sur l'ouverture et la collaboration au sein de leurs administrations respectives.

Le séminaire de Dakar a été une parfaite réussite dans la mesure où il a permis de constituer un réseau d'élus locaux d'Afrique autour de la gouvernance ouverte. Il a été l'occasion de ratifier les conventions de partenariat et d'engagement à la gouvernance locale ouverte signées entre AfricTivistes et les mairies bénéficiaires mais aussi d'ouvrir un débat, des réflexions et discussions autour de la question de gouvernance locale ouverte.

L'autre grand succès du séminaire de lancement du projet LOG a été la signature par les sept maires présents de la Déclaration de Dakar sur la Gouvernance Locale Ouverte. Inédite en son genre, la Déclaration de Dakar préparée par AfricTivistes et approuvée par les élus locaux réaffirme la nécessité d'ouvrir la gouvernance locale pour une action publique efficace. Elle réaffirme aussi l'engagement des élus locaux l'ayant signé à mettre en œuvre les principes du gouvernement ouvert dans leurs collectivités et invite les autres élus locaux du continent à faire de même. La Déclaration de Dakar est aussi un plaidoyer à l'endroit des gouvernements centraux à soutenir les collectivités locales dans leur volonté de tirer profit des possibilités du numérique pour une gouvernance publique ouverte et bénéfique aux populations.

Découvrez l'intégralité de la Déclaration de Dakar sur la gouvernance locale ouverte ici

Un accompagnement pratique sur six mois

Depuis août 2021, les volontaires accompagnent les collectivités locales dans la mise en œuvre des principes du gouvernement ouvert au sein de leur administration et dans leurs rapports avec les administrés. Cet accompagnement va durer six mois dont trois à distance compte tenu du contexte sanitaire lié à la pandémie de Covid-19.

Le cahier de charges des volontaires comprend un accompagnement quotidien des collectivités locales dans leurs démarches d'ouverture. Mais aussi, il comprend aussi la documentation des démarches et des innovations mises en œuvre dans ce sens. Cette documentation que nous espérons riche va alimenter le Guide des maires pour une gouvernance locale ouverte qui sera édité à l'issue du programme. Un Guide des volontaires développé au début du projet pour faciliter l'intégration des volontaires sera édité à la fin du projet en incluant les leçons apprises des volontaires. Ces deux Guides, fruits de collaboration des différents acteurs du projet, seront mis à la disposition de tous. En outre, les volontaires documentent leur expérience à travers des blogs.



Dans le but de pérenniser les actions au niveau des mairies, les volontaires AfricTivistes doivent renforcer les capacités de personnes, identifiées par chaque mairie, qui poursuivront, à la fin du projet, les actions qu'ils auraient initiées. Les volontaires et l'équipe AfricTivistes poursuivront l'accompagnement des mairies au-delà de la fin du projet afin de s'assurer de la continuité des actions.

La mise en relation des différents maires lors du lancement de Dakar commence à porter ses fruits. En effet, les mairies qui sont à divers niveaux de compétence en relation avec le numérique, ont commencé à échanger sur les bonnes pratiques. Certains ont même émis le souhait de faire des visites d'échange afin d'apprendre des mairies qui sont en avance. Ce genre d'initiative permettra de consolider ce tout nouveau réseau d'élus locaux pour la gouvernance locale ouverte.

Perspectives

S'inscrivant dans une logique d'accompagnement par la connaissance et les soft-skills, le LOG pourrait plus impacter les collectivités locales bénéficiaires si de nouveaux partenariats pourraient s'engager à proposer un soutien matériel (outils informatiques, réseau, plateau technique). L'association de l'accompagnement technique à l'équipement informatique constitue une réponse à une demande de plus en plus accrue au niveau des collectivités locales où la majeure partie des populations ont déjà entamé des activités dans le cyberspace.

Le projet Local Open GovLab est désormais dans une phase active très concrète. Mais du côté d'AfricTivistes, nous réfléchissons déjà aux perspectives après cette première étape d'une durée d'un an. Convaincus que l'avenir de la gouvernance publique se fonde sur l'ouverture, la transparence et la co-création en tirant profit du potentiel des outils numériques, AfricTivistes envisage déjà à reconduire le projet pour une deuxième année en élargissant à plus de collectivités locales bénéficiaires.

En outre, AfricTivistes envisage de faciliter le jumelage des mairies du projet LOG en relation avec des collectivités locales d'autres continents afin d'assurer aux mairies la poursuite de leur parcours effectif vers la gouvernance locale ouverte et ainsi renforcer la participation citoyenne, la redevabilité et la démocratie sur le continent.

Il faut dire qu'en Afrique, l'adoption de la gouvernance décentralisée est plutôt récente, portée par la vague de démocratisation du début des années 1990 et les exigences des différentes composantes de la société civile sur le continent. Les mêmes exigences, encore persistantes aujourd'hui, nous obligent à exploiter les capacités du numérique pour renforcer la participation citoyenne au niveau local. Les dizaines de milliers de collectivités locales à travers le continent peuvent profiter de l'expérience du projet LOG.

D. AFRICTIVISTES PRIZE

AFRICTIVISTES CIVIC ACTION PRIZE ou le prix AfricTivistes pour l'Action Civique consiste à récompenser des champions citoyens qui se sont fait le plus remarquer dans le continent pour avoir initié des projets innovants ou actions civiques et citoyennes porteurs de changement dans leurs communautés respectives.

Ce prix permet de rappeler le rôle et la place des jeunes dans la construction de la citoyenneté et l'acquisition de nouvelles compétences. Mieux, il vise à mettre en exergue la capacité des jeunes à prendre en main leur destin et le pouvoir par le don de soi et la participation citoyenne dans l'intérêt de la communauté. En même temps, ce prix crée des dynamiques permettant de répliquer les projets primés dans d'autres pays. Les lauréats

sont ainsi présentés comme des modèles à la jeunesse africaine et à la diaspora.

Différentes étapes ont précédées la désignation du lauréat de la première édition de AfricTivistes Prize :

- Le Prix a été lancé le 28 mai 2021 avec un appel à nominations

L'appel à nominations a permis de cartographier les meilleures actions citoyennes portées par de jeunes africains. Tous les 54 pays du continent étaient concernés. A l'issue de cette première phase clôturée le 16 juillet 2021, il a été enregistré 337 nominations venant de 21 pays du continent africain.





- La présélection a démarré le 11 octobre 2021

Le comité de sélection, composé de partenaires d'AfricTivistes, a retenu 10 profils considérés comme les pré finalistes du Prix AfricTivistes pour l'Action Civique.

Adams Cassinga, Fondateur de Conserv Congo, RDC ;

Divine Ingabire, Fondatrice et Directrice exécutive de I Matter Initiative, Rwanda ;

Fibanda Brotry, Fondateur de l'initiative Wezesha Young Farmers, Kenya ;

Mamadou Diakhaté, Fondateur de l'association Simple Action Citoyenne Sénégal ;

Fatouma Harber, Co-fondatrice de SankoréLabs, Mali ;

Laetitia Carelle Goli, Fondatrice de l'Académie Politique des Femmes, Côte d'Ivoire ;

Muazu Alhaji Modu, Fondateur de l'initiative Spotlight for Transparency and Accountability, Nigéria ;

Hamzat Bala Lawal, Fondateur de Connected Development (CODE), Nigéria ;

Idris Bilyaminu Ndasadu'Lau, Fondateur de YAPD4Africa, Nigéria ;

Djamila Boubacar Sahabi, Fondatrice de Actu Magazine & Nissa Pad, Niger.

- Le nom des finalistes connu le 9 novembre 2021

Le vote du public (60%) associé à celui du jury institutionnel (40%) a permis de départager les 10 candidats présélectionnés. Ainsi, les cinq (5) meilleurs profils suivants ont été retenus :



DIJAMILIA BOUBACAR SAHABI

Fondatrice de Actu Magazine & de Nissa Pad, Niger . Avec sa marque de serviettes hygiéniques lavables "Nissa Pad", Djamilia veut promouvoir des solutions durables qui contribuent à l'émancipation des femmes, et à l'accompagnement des jeunes filles adolescentes en milieu scolaire à se maintenir à l'école pendant leurs règles.



MAMADOU DIAKHATÉ

Fondateur de l'association Simple Action Citoyenne Sénégal. En plus de rénover des écoles délabrées, de construire des forages et des puits... Mamadou Diakhaté, avec son groupe "Team Niintche", veut élargir davantage son projet. Il est en train de transformer sa structure en un incubateur social pour les étudiants en rupture de scolarité et les jeunes déviants sociaux.



LAETITIA CARELLE GOLI

Initiatrice de l'Académie Politique des Femmes, Côte d'Ivoire. Sa structure forme des femmes issues de la société civile ou membres de partis politiques à la science politique et à la citoyenneté afin de devenir des actrices de changement au sein de leur communauté.



MUAZU ALHAJI MODU

Fondateur de l'initiative Spotlight for Transparency and Accountability, Nigéria (Citizen - Led Tracking Initiative). Il a lancé une initiative de responsabilisation sociale pour donner aux citoyens à la base les moyens d'exiger des comptes et de suivre les dépenses des gouvernements en matière de services sociaux, de santé, d'éducation, d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH) dans les communautés de base afin d'accroître et de garantir la responsabilisation et d'améliorer la prestation des services publics au niveau infranational.



DIVINE INGABIRE

Fondatrice et Directrice exécutive de I Matter Initiative, Rwanda. A travers ce projet, de jeunes filles, quelquefois victimes de stigmatisation pendant les menstruations au Rwanda, sont accompagnées et sensibilisées à travers des campagnes en ligne et hors ligne pour les aider à mieux comprendre les problématiques liées à la santé sexuelle et reproductive.

- Désignation du lauréat de la première édition AfricTivistes Prize, le 12 novembre 2021

En plus des votes sur le site prize.africtivistes.org, chaque finaliste a effectué un pitch devant l'auditoire, le jour de la remise du Prix à l'hôtel Ivotel-Plateau (Abidjan), suivi du vote du jury final.

Le premier Prix AfricTivistes a été ainsi décerné à la nigérienne Djamila Boubacar Sahabi, qui a été désignée Champion Citoyen 2021 en marge du troisième Sommet AfricTivistes à Abidjan (Côte d'Ivoire).

Son projet n'a pas laissé indifférent le jury lors de la remise du prix au soir du 12 novembre 2021. Selon Nnenna Nwakanma de Web Foundation, mandatée par le jury pour expliquer leur choix porté sur Djamila, leur décision repose surtout sur la pertinence et le niveau d'innovation du projet. Le jury s'est également appuyé sur le bilan d'activité et la dynamique communautaire de l'initiative. "La répliquabilité et la durabilité du projet sont également prises en compte et ont permis d'aider à évaluer en partie l'impact et l'étendue des actions des finalistes", a déclaré Nnenna Nwakanma.



Djamila B. Sahabi
Niger
Actu Magazine
Nissa Pad



Nissa Pad

Nissa Pad est une marque de serviette hygiénique lavables en coton biologique certifié, non teint et non blanchi, confortable, amie de votre Budget, 3 fois plus absorbante que les serviettes jetables et tampons pour un flux menstruel moyen à abondant ainsi que les fuites urinaires.

La vision de Djamila est de promouvoir des solutions durables qui contribuent à l'émancipation des femmes, accompagner les jeunes filles adolescentes en milieu scolaire à se maintenir à l'école pendant leurs règles. La réduction des déchets, la lutte contre l'exclusion et la création d'emplois. Elle souhaite diffuser des pratiques saines et écologiques à travers des activités pérennes et créatrices d'emplois. Elle répond au besoin criant de manque de protections hygiéniques des femmes.

Nissa Pad is a brand of washable sanitary pads made of certified organic cotton, non-dyed and non-bleached, comfortable, friendly to your Budget, 3 times more absorbent than disposable pads and tampons for medium to heavy menstrual flow and bladder leakage.

Djamila's vision is to promote sustainable solutions that contribute to the emancipation of women, accompany young adolescent girls in school to stay in school during their periods. The reduction of waste, the fight against exclusion and the creation of jobs. It wishes to disseminate healthy and ecological practices through sustainable activities that create jobs. It responds to the crying need for sanitary protection for women.

- Avantages et Récompenses des finalistes et lauréat du Prix AfricTivistes

Les présélectionnés et les finalistes ont été présentés comme des modèles pour leurs communautés respectives. Les finalistes ont participé au 3è Sommet AfricTivistes et ont profité des side events du sommet.



AfricTivistes
CIVIC ACTION PRIZE

Les Récompenses

-  Participation au 3e Sommet AfricTivistes
-  Voyage d'échanges d'expériences
-  Trophée pour le lauréat
-  Networking
-  US\$10 000 pour le lauréat, US\$1 500 pour les 4 finalistes
-  Matériel informatique et électronique pour les 5 finalistes
-  Bourses et subventions

prize.africtivistes.org/fr/

Les cinq (5) finalistes ont reçu :

- Trophée pour le lauréat
- Pour les 5 finalistes (motivations financières et achat de matériels) ;
- Lauréat : 10000\$;
- 4 finalistes : 1500\$ chacun ;
- Matériels informatiques et électroniques pour les 5 finalistes ;
- Voyages de partage et d'échanges d'expériences pour le lauréat avec le réseau de nos partenaires en Afrique et en Europe ;
- Grants pour répliquer le modèle dans d'autres pays africains ;
- Networking ;
- Autres selon la contribution en espèce des partenaires du Prix.

E. THE CHARTER PROJECT AFRICA

Sur financement de l'Union Européenne, AfricTivistes et cinq (5) autres organisations africaines et européennes, à savoir Gorée Institute, Code4Africa, Democracy Works Fondation, EPD et ECDPM, mettent en œuvre le Charter Project Africa. Ce projet panafricain sur 3 ans est axé sur les engagements contenus dans la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance (CADEG) – le principal document de politique de l'Union africaine (UA) visant à faire progresser la gouvernance démocratique dans les États membres.

Le projet encourage l'utilisation de la technologie civique pour amplifier la voix des citoyens. Pour ce faire, il fournit des ressources financières, par la subvention, ainsi que des ressources techniques, par le biais du savoir-faire, aux initiatives civiques en faveur de la démocratie, en particulier celles menées par des groupes sous-représentés. Ce soutien est ap-

porté dans onze (11) États membres de l'Union africaine – Afrique du Sud, Bénin, Botswana, Cap-Vert, Éthiopie, Kenya, Nigeria, Sénégal, Soudan, Tanzanie et Zambie – ainsi qu'au niveau régional et continental.

Le projet ouvre également des espaces de collaboration entre les citoyens, les initiatives civiques et les décideurs de l'Union africaine (UA), aux niveaux national, régional et continental – en mettant l'accent sur les formats numériques. Une attention particulière est accordée au rôle et au mandat de l'Architecture Africaine de Gouvernance (AGA). En outre, le rôle de la CADEG dans la réalisation de changements positifs dans les États membres de l'Union africaine est suivi, analysé et encouragé. La présence d'un Secrétariat spécialisé pour le projet à Addis Abeba permet de renforcer les liens entre la société civile panafricaine et les décideurs de l'Union africaine.



The
CHARTER
PROJECT **Africa**
Democracy | Elections | Governance

Dans le cadre du consortium, AfricTivistes porte différentes activités à savoir :

- L'organisation du lancement officiel du projet sur internet
- La conception et la mise en oeuvre de la stratégie de communication en ligne
- La conception et la mise en oeuvre du MOOC – Démocratie, Élections et Gouvernance en Afrique
- La sélection et le financement des ACDEG Fellows (boursiers de la CADEG)
- L'organisation et le lancement de la consultation citoyenne en ligne
- L'organisation du Hackathon de la Pan African Civic Tech Competition
- ACDEG head of State Champion (Prix du Chef d'Etat champion de la CADEG)

- Lancement du Civic Tech Fund

Le lancement du Civic Tech Fund a été l'occasion pour marquer le démarrage officiel du projet. Le Civic Tech Fund est un fonds de soutien aux initiatives de technologies civiques numériques dans la gouvernance démocratique et la participation civique. Il a été lancé le 30 novembre 2021. Au-delà des subventions en ressources finan-

cières et un appui technique, ce mécanisme contribue à donner vie à des idées originales. Il fournit également des ressources afin d'intensifier les initiatives existantes pour amplifier la voix des citoyens et la promotion de la gouvernance démocratique.

Ce soutien est fourni initialement dans onze États membres de l'Union africaine (UA) – Bénin, Botswana, Cap Vert, Éthiopie, Kenya, Nigeria, Sénégal, Afrique du Sud, Soudan, Tanzanie et Zambie – ainsi qu'au niveau des communautés régionales et continentales.

Alban Biaussat, Directeur principal des politiques et programmes Gouvernance démocratique et droits de l'homme de l'UE a affirmé lors du lancement que " le civic tech fund Africa ambitionne d'encourager et motiver les jeunes citoyens des pays africains pour innover et mettre en place des solutions civic tech pour s'engager avec les institutions de l'UA".

Monsieur Salah S. Hammad, Chef de secrétariat de l'Architecture africaine de gouvernance (AGA) de déclarer que " sans l'engagement de la société civile et la participation citoyenne, nous ne pouvons atteindre les objectifs que nous nous sommes fixés en matière de gouvernance démocratique".





Démocratie | Elections | Gouvernance

Prenant la parole, la coordinatrice de projet à AfricTivistes, Aisha Dabo a soutenu que: "la participation civique est une force puissante pour alimenter le changement social et renforcer la gouvernance démocratique. Aujourd'hui, la technologie civique et l'engagement numérique sont des véhicules centraux par lesquels la participation peut être promue."

Plus d'informations sur le Civic Tech Fund Africa ici: <https://civictechfund.africa/fr>

AfricTivistes développe pour le compte du Charter Project Africa un programme d'enseignement à distance ouvert et massivement accessible sur les thématiques de la démocratie, des élections et de la bonne gouvernance Cette activité importante du projet sera un cadre ouvert de renforcement de connaissances et d'apprentissage sur l'engagement citoyen, la démocratie participative, les élections, la transparence, l'accès à l'information et la bonne gouvernance sur le continent et au-delà.

Le développement d'un programme d'enseignement à distance contribue à faire connaître la Charte africaine pour la démocratie, les élections et la bonne gouvernance aux populations en général, et aux cibles spécifiques en particulier (militants citoyens, jeunes issus des organisations communautaires de base (OCB) membres des OSC,

blogueurs, web activistes, acteurs professionnels des médias,...).

Le programme donne accès à plusieurs cours en ligne, mais aussi à différents contenus pédagogiques interactifs et variés (vidéos, quizz, FAQ et Forum), qui permettent aux parties prenantes de mieux cerner la CADEG ainsi que le rôle et le fonctionnement de l'Architecture africaine de gouvernance.

Le programme d'enseignement à distance a pour objectif de fournir des contenus pédagogiques et didactiques sur la démocratie, les élections et la bonne gouvernance en Afrique. Il constitue une réponse à une demande de plus en plus forte de maîtrise des notions suscitées.

Le MOOC "Démocratie, Élections et Gouvernance en Afrique" vise à pallier le déficit d'informations, les difficultés d'accès aux contenus institutionnels et les biais de traitement des médias. Ainsi, le programme cible les jeunes, les acteurs de la société civile, des acteurs et professionnels des médias, des responsables de l'administration publique (centrale ou locale). Un forum des apprenants du MOOC servira de plateforme pour instaurer un réseau composé de profils variés autour des principes directeurs de la CADEG. Ces cours en ligne sont dispensés aux bénéficiaires en étroite conformité avec les objectifs de la CADEG et du Charter Project Africa (CPA).

F. ICT4JUSTICE (PHASE 2)

ICT4Justice (le numérique pour la Justice) est un programme d'appui pour sensibiliser le public sur l'importance et le rôle de la Commission africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) ainsi que ses instruments légaux.

A travers les différents axes du programme, AfricTivistes contribue à préserver les acquis en matière de droits et l'intégrité de la Commission. Elle participe aussi à renforcer l'indépendance de la CADHP face aux menaces du Conseil exécutif de l'Union africaine notamment les Etats membres. L'un des objectifs est d'inciter les citoyens, les membres de AfricTivistes, les organisations de la société civile partenaires et les associations de jeunes à s'approprier de cette problématique.

Le programme ICT4Justice est composé de deux projets: Africa Month of Justice et de Local Ini-

tiative for Justice". Le programme Africa Month of Justice consiste à développer pendant 30 jours une série d'activités à travers le continent pour parler de droits de l'Homme et de justice en mettant l'accent sur le rôle et l'importance de la Commission africaine.

Pour ce qui est de la Local Initiative for Justice, il vise à mettre en place un cadre de dialogue, d'échanges, de discussions et de débats autour des problématiques de droits humains et des peuples. Ainsi, une série d'activités est portée et organisée par

les organisations de la société civile africaine pour rendre public et accessible les questions de justice. La deuxième édition de la Local Initiative for Justice" qui devait se tenir au cours de l'année 2020 s'est finalement tenue en 2021 à cause de la crise sanitaire mondiale.



LOCAL INITIATIVE FOR JUSTICE

AfricTivistes

Local Initiative for Justice II

Après la première édition de la Local Initiative for Justice en 2019 – 2020, cinq (5) nouveaux projets de pays différents ont été retenus après appel à projets pour cette deuxième phase on pu être déroulée au courant de l'année 2021. Ci-dessous la liste des projets exécutés pour le programme Local Initiative for Justice 2 :

– BÉNIN

Structure : Voix et Actions Citoyennes

Thème traité: Workshop sur les mécanismes de la Commission africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) à l'épreuve des restrictions de l'espace civique à l'ère du numérique. Format : Workshop

– GUINÉE (CONAKRY)

Structure : Association des Blogueurs de Guinée – ABLOGUI

Thème traité: "Rendre justice aux victimes de répression en Guinée à travers la Commission africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) et ses instruments de saisine" . Format : Justice Académie

– GUINÉE (LABÉ)

Structure: Association Villageois 2.0

Thème traité: "Tribune d'expression des droits de l'homme et du citoyen: Quels défis relever pour la protection des droits de l'homme dans nos communautés?"

– NIGER

Structure : Centre d'Éducation aux Droits de l'Homme et des Peuples (CEDHOP)

Thème traité : "Le mécanisme de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP): Une vue de l'extérieur" . Format : Session de formation

– République Centrafrique

Structure: Association des Blogueurs Centrafricains (ABCA)

Thème traité: "Droit et extrémisme violent : Quels enjeux pour la Commission africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP)?" Format : Atelier



BÉNIN : Voix et Actions Citoyennes



Les activités de la 2ème édition de la Local Initiative For Justice ont commencé le samedi 13 février 2021 avec la tenue par l'association béninoise Voix et Actions Citoyennes d'un atelier autour du thème: "Restriction de l'espace civique à l'ère du numérique: Quels défis pour la société civile et la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples?"

Cet atelier a permis de poser le débat sur les défis pour la société civile et la Commission africaine des droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) en ce qui concerne la restriction de l'espace civique à l'ère du numérique.

Il s'est agi ainsi de dresser aux participants l'état des lieux de la restriction de ces droits numériques et les perspectives d'assouplissement de législations. Non sans faire état de la nécessité de promouvoir et de protéger la liberté numérique et les droits humains en Afrique.

Le workshop a réuni les acteurs de la société civile, les blogueurs, les web-Activistes et autres citoyens engagés pour les droits humains âgés de 18 à 35 ans. Durant l'atelier, l'occasion a été donnée aux participants de partager leurs réflexions pour enrichir les échanges suite aux diverses communications afférentes au mécanisme de la Commission africaine quant à la protection des droits de l'homme et des libertés publiques en République du Bénin.

Au-delà des échanges en présentiel pendant l'atelier, des discussions ont eu lieu d'une part via une communication digitale sur les comptes Twitter et Facebook de Voix et Actions Citoyennes à travers des "LIVE", des Posts, et grâce à l'animation d'une salle virtuelle sur Google Meet.



GUINÉE : ASSOCIATION DES BLOGUEURS DE GUINÉE (ABLOGUI)



ABLOGUI a organisé le 14 août 2021 une “justice academy” sur la Charte Africaine des Droits de l’Homme et des Peuples en prélude du débat public sur la Commission Africaine des Droits de l’Homme et des Peuples (CADHP) organisé le 21 août 2021.

La session de formation sur la CADHP et ses instruments a été organisée le 14 août 2021 avec la participation de 20 jeunes étudiants en droit, acteurs de la société civile et membres d’associations des victimes de répression. Elle a servi de cadre d’échanges et de partages d’expériences entre les participants et les facilitateurs sur la Charte africaine et a permis de débattre sur certaines problématiques liées au respect des droits de l’homme et des libertés individuelles en Guinée.

Des modules sur la Charte Africaine des Droits de l’Homme et des Peuples, la Commission Africaine des Droits de l’Homme et des Peuples et la Cour Africaine des Droits de l’Homme et des Peuples ont été animés par des juristes et experts locaux pour plus de précision et de clarification quant à ces mécanismes.

Il a aussi été question d’échanger sur les procédures de saisine et les communications de ces instruments afin de montrer les possibilités de défense des victimes de répression qu’offrent la Charte Africaine des Droits de l’Homme et des Peuples et ses instruments au grand public.

Quant au débat public, il s’est agi d’amener les candidats venus de trois (3) universités différentes à démontrer par des arguments juridiques comment les victimes d’une situation de répression peuvent utiliser la Charte africaine pour obtenir justice.

A l’issue du concours, l’Université Nongo Conakry (UNC) est sorti lauréat du débat public.



GUINÉE : ASSOCIATION VILLAGEOIS 2.0



“Quel défi à relever pour la protection des droits de l’Homme dans nos communautés?” Tel est le thème de la tribune d’expression des droits de l’Homme et du citoyen organisée le 5 Août 2021. L’Association Villageois 2.0 a eu à rassembler et échanger avec une trentaine de participants sur les questions liées à la justice et aux droits humains en Afrique en général, et en Guinée en particulier.

Avec la présence et la participation effective de juristes, d’experts en droits humains, d’universitaires, de mouvements et d’acteurs de la société civile, l’activité a permis entre autres de soulever les points sur le lien qui existe entre le respect des droits de l’Homme et la promotion de la cohésion sociale, ainsi que la culture du respect de ces droits dans les différentes localités du pays.

Échanger sur les défis à relever pour la protection des droits de l’Homme dans nos communautés a également permis de mettre à la portée des participants les connaissances nécessaires quant aux objectifs, communications, bilans et mécanismes de saisine de la Commission Africaine des Droits de l’Homme et des Peuples depuis sa mise en vigueur.





CENTRAFRIQUE : ASSOCIATION DES BLOGUEURS DE CENTRAFRIQUE (ABCA)



Le 13 Août 2021, l'Association des Blogueurs de Centrafrique a tenu dans les locaux du Conseil National de la Jeunesse de Bangui un atelier sur "Droit et extrémisme violent: Quels enjeux pour la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples".

L'objectif principal de l'atelier était de renforcer l'implication des participants dans la promotion de la CADHP et par conséquent, de faire connaître ce mécanisme aux activistes, étudiants, gouvernement et société civile centrafricains.

Il s'agissait de faire différentes communications afin de développer des connaissances et capacités parmi les bénéficiaires, les partenaires et les potentiels activistes des droits de l'homme, mais également de réduire la prévalence de l'impunité dans les Etats membres de l'Union Africaine, en particulier en Centrafrique.

A l'issue de différents panels, 3 groupes de travail ont été formés sous la supervision d'experts, afin de proposer des recommandations et suggestions quant aux communications et différentes thématiques débattues par les panélistes.



NIGER : CENTRE D'ÉDUCATION AUX DROITS DE L'HOMME ET DES PEUPLES (CEDHOP)



Le Centre d'Éducation aux Droits de l'Homme et des Peuples a organisé une session de formation de deux jours (2) (19 au 20 août 2021) à Niamey en collaboration avec la Commission Nationale des Droits Humains du Niger (CNDH) sur le thème: "La Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples: Une vue de l'extérieur".

A travers cette session de formation, le Centre a tout d'abord voulu faire connaître le mandat de la Commission africaine, faire comprendre les différentes procédures de saisine, diagnostiquer la nature de la collaboration institutionnelle entretenue par cette dite Commission avec les autres structures ayant un mandat de promotion et de protection des droits de l'Homme en Afrique, et enfin évaluer son bilan après 33 années d'activités.

Ainsi, la session de formation a mis en relief un regard croisé de la société civile et du monde universitaire au sujet de la Commission africaine et la perception que l'opinion publique africaine a sur l'institution. Des Commissaires ont également apporté leurs contributions dans la construction d'un nouveau narratif sur la commission.



Recommandations et suggestions à l'égard de la CADHP

A l'issue des activités organisées par les différentes organisations, voici les principales recommandations formulées à l'égard de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples :

- Utiliser pleinement son double mandat de promotion et de protection des droits édictés par la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples, relatifs aux libertés numériques lors de l'examen des rapports soumis par les États, des visites de promotion, des missions d'enquête et par la voie d'appels urgents et d'autres moyens ;
- Veiller à la mise en œuvre effective par les Etats de la Résolution CADHP/ Rés.362(LIX) 2016 de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples sur le droit à la liberté d'information et d'expression sur Internet en Afrique;
- Renforcer sa collaboration avec les Organisations de défense des droits humains pour s'informer des défis réels relatifs à la jouissance des libertés numériques et l'espace civique dans les Etats en Afrique;
- Soutenir des campagnes de sensibilisation auprès des citoyens des Etats parties, afin que ceux/celles-ci prennent conscience de leur rôle dans l'effectivité des droits de l'Homme, notamment des droits numériques;
- Pérenniser les actions de promotion et de défense des Droits de l'Homme ;
- Se maintenir dans le paysage institutionnel en raison de son fort mandat de promotion des droits humains en dépit du faible impact de son mandat de protection ;
- Appeler à une bonne exécution des obligations conventionnelles des Etats pour reculer le souverainisme constaté jusque-là.



Ce programme d'appui pour sensibilisation sur l'importance et le rôle de la Commission africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) ainsi que de ses instruments légaux a été financé par l'organisation OSIWA qui fait la promotion de la gouvernance démocratique inclusive, des institutions transparentes et responsables en Afrique de l'Ouest.

G. PROGRAMME INSPIRES : RESILIENCE PLUS



Dans le cadre du programme d'accompagnement des organisations de la Société civile, AfricTivistes a bénéficié d'une série d'activités du projet Enabling and Protecting Civic Space (EPCS) INSPIRES de l'USAID.

Dénoté INSPIRES : Resilience Plus, il vise à accroître les connaissances et la capacité des organisations de la société civile à répondre aux restrictions croissantes des libertés démocratiques d'association, de réunion et d'expression dans le monde entier.

Au cours de l'année 2021, ce projet nous a permis d'organiser du 14 au 18 juin un atelier sur l'outil d'auto-évaluation du personnel appelé ROCCS qui donne une idée de la façon dont le personnel perçoit l'état de son organisation en se basant sur les facteurs et indices de résilience. Différentes sessions ont été tenues sur :

- La gestion des risques (renforcer les capacités et les compétences en matière d'atténuation des risques, de sécurité et de bien-être émotionnel,...)

- La Connaissance situationnelle (sensibilisation aux menaces externes, connaissance des vulnérabilités internes, connaissance aux systèmes)
- L'éthique de la résilience (institutionnalisation de la résilience, la pratique de la résilience, préparation et bien-être du personnel)
- La Capacité d'adaptation (planification d'urgence, leadership adaptatif, gouvernance flexible)
- La Connectivité (solidarité active, collaborer pour créer une valeur partagée, adhésion des membres)
- L'intelligence émotionnelle

Des exercices ont été organisés également à l'issue des sessions sur comment effectuer une planification d'urgence efficace pour anticiper, réagir et s'adapter avec succès aux changements soudains dans l'espace civique.

H. THE LAW DECODER



Le cabinet de conseil juridique en technologie, EndCode, apporte un appui technique à AfricTivistes à travers des analyses mensuelles de lois sur la cybersécurité, la protection des données par rapport aux droits et libertés en Afrique.

EndCode fait l'analyse d'une loi donnée par rapport aux standards internationaux, aux chartes et protocoles africains dans ce domaine. Ces analyses sont libres d'accès sur africtivistes.org

Grâce à un tel partenariat, AfricTivistes et EndCode contribuent à sensibiliser le public sur les avantages et les inconvénients des lois sur la cybersécurité, la protection des données et les législations liées au cyberspace.

Grâce aux recommandations fournies, le projet Law Decoder contribue également

à informer les pouvoirs publics des améliorations qui doivent être apportées en ce qui concerne le droit du cyberspace. En même temps, fournir aux citoyens et aux organisations de la société civile des arguments à utiliser dans leur plaidoyer et leur dialogue avec les autorités et les autres parties prenantes.

Au courant de l'année 2021, il n'y a pas eu de requêtes d'analyses spécifiques de lois ou

règlements en vigueur ou en gestation. Toutefois, le partenariat existe et AfricTivistes reste ouverte pour toute demande d'analyse de dispositions juridiques susceptibles de restreindre les droits et libertés individuelles. Pour toute demande d'analyses, vous pouvez envoyer votre requête sur l'adresse: info@africtivistes.org

A noter que jusque-là dans le cadre de notre partenariat avec le cabinet de conseil juridique en technologie, EndCode, différentes lois ont été analysées :

La Loi sur la lutte contre la cybercriminalité au Niger, 2019 et la Loi portant interception de certaines communications émises par voie électronique au Niger, 2020 : Analyse et recommandations ;

Les lois sur la cybercriminalité et sur la protection des données en Mauritanie : Analyse et recommandations ;

Les imbrications entre les règlements Covid-19 et les droits numériques en Angola, au Malawi, à l'Ile Maurice, en Afrique du Sud, en Zambie et au Zimbabwe.

I. SAHEL INSIGHT



Un consortium d'organisations à savoir Oxfam, AfricTivistes, Wildaf et Wacsi, a été mis en place pour réduire les inégalités au Sahel. Dans le cadre des activités du consortium, AfricTivistes déploie le projet Sahel Insight qui vise à promouvoir les bonnes pratiques et les mobilisations citoyennes en faveur de politiques publiques adaptées à la réduction des inégalités au Sahel.

Il a pour objectif de renforcer la collaboration entre les organisations de la société civile (OSC) sahéniennes et les autorités locales pour améliorer l'accès de tous aux services essentiels; et d'accompagner les acteurs de la société civile des pays sahéniens dans l'expression de leur demande

d'augmentation, de redevabilité et de transparence des ressources publiques.

Ce programme a été lancé le 15 décembre 2021. Il est mis en œuvre au Tchad, au Niger, au Burkina Faso et au Sénégal entre janvier 2022 et mars 2023. AfricTivistes va ainsi apporter son savoir-faire via une campagne en ligne et une série de formations à destination de la société civile dans ces quatre pays du Sahel. Ces sessions visent à renforcer les acteurs de la société civile et des citoyens déjà engagés sur des domaines tels que l'Engagement citoyen et la Campagne Digitale. Il sera également organisé une campagne en ligne de sensibilisation et plaidoyer sur les inégalités au Sahel.



IV. Activités de plaidoyer



Le plaidoyer en ligne est l'une des caractéristiques qui fondent l'existence des AfricTivistes. A chaque fois qu'il y a des restrictions des droits et libertés, des atteintes à l'ordre démocratique ou des violations à des principes de la bonne gouvernance dans un espace donné en Afrique, nous nous levons pour dénoncer et interpellier les forces vives africaines et internationales. Nous faisons également de la veille pour prévenir les menaces et les restrictions sur les droits civiques. En 2021, nous avons mené plusieurs actions de plaidoyer avec une série de communiqués sur différentes problématiques: putschs électoraux,

coups d'Etat constitutionnels et instabilités politiques ; menaces sur les droits et libertés et accès à l'information.

AfricTivistes se préoccupe également de la bonne gouvernance et de la transparence des actions publiques. Dans ce cadre, nous avons participé aux travaux de la deuxième session ordinaire de l'année 2021 du Conseil économique social et environnemental (CESE) au Sénégal. Aussi, nous avons été invités à la validation technique du plan d'action national du Sénégal dans le cadre du partenariat pour un gouvernement ouvert au Sénégal (PGO).

A. DÉMOCRATIE ET ACCÈS À L'INFORMATION

● Sénégal

Le 3 mars 2021, le Sénégal a connu des manifestations réprimées dans le sang. AfricTivistes comme à l'accoutumée, a condamné fermement et appelé au calme.



<https://www.africtivistes.org/index.php/fr/accueil/36-16-democratie-senegalaise-en-danger-arrestations-tous-azimuts-menaces-sur-les-libertes-et-l-acces-a-l-information>



<https://guinee28.info/la-democratie-senegalaise-en-danger-africtivistes/>



<https://www.enligne.sn/democratie-en-danger-africtivistes-satiriste/>



● Tchad

Suite à la mort du Président tchadien Idriss Déby Itno, son fils Mahamat Idriss Déby Itno a été porté à la tête de la transition. Ce qui a provoqué de vives manifestations dans le pays. AfricTivistes a ainsi utilisé ses canaux digitaux pour apaiser la tension et appeler à une transition pacifique fruit d'un dialogue inclusif.



● Guinée

Le processus électoral en République de Guinée a été émaillé de violences. La problématique du troisième mandat et la répression violente des manifestations qui s'en est suivie a failli faire revivre le pays les travers de son passé. AfricTivistes, qui a suivi de près la situation, a appelé à une transition apaisée, inclusive et consensuelle. Nous avons également été signataire de la Déclaration des Organisations de la Société Civile et Mouvements Citoyens de la sous-région Ouest-Africaine sur la situation politique en République de Guinée.

2021 a été un année charnière pour la Guinée qui juste après la réélection de Alpha Condé a connu un coup d'Etat. AfricTivistes, conformément aux principes contenus dans la charte africaine des droits de l'homme et du peuple (CADHP), a appelé à une transition courte et apaisée pour rendre le pouvoir aux civils (communiqué).

<https://www.africtivistes.org/fr/index.php/fr/accueil/307-declaration-des-organisations-de-la-societe-civile-et-mouvements-citoyens-de-la-sous-region-ouest-africaine-sur-la-situation-politique-en-republique-de-guinee>



https://www.leral.net/crise-politique-en-guinee-AfricTivistes-appelle-a-une-transition-courte-et-apaisée-pour-rendre-le-pouvoir-aux-civils_0393u4.html



Il faut noter que le continent africain a connu 5 coups d'État en l'espace de 13 mois: deux (2) au Mali, en août 2020 et en mai 2021, un (1) au Tchad, en mai 2021, un (1) en Guinée, en septembre 2021, et un (1) au Soudan. D'où la nécessité de vulgariser la Charte Africaine pour la Démocratie, les Élections et la Gouvernance (CADEG).

B. DROITS ET LIBERTÉS

En 2021, AfricTivistes est monté au créneau à plusieurs reprises pour dénoncer des arrestations et autres emprisonnements violant les droits et libertés des individus.

● Gabon

Le 23 février 2021, AfricTivistes a interpellé via ses canaux digitaux l'Union Africaine (UA), les organisations de la société civile africaine et les partenaires internationaux sur les abus de l'Etat gabonais concernant les droits et les libertés.



● Congo Brazzaville

Le 21 mars 2021, jour de scrutin présidentiel, il a été constaté une coupure internet au Congo Brazzaville. Et AfricTivistes a dénoncé cette atteinte à la démocratie et à la transparence du processus électoral.



● Nigéria

Le 22 mai 2021, AfricTivistes a appris que des menaces ont été proférées contre l'activiste et membre de l'organisation Peter Nkanga pour avoir participé à la réalisation du film de la BBC Afrique qui dénonce les super pouvoirs de son compatriote le journaliste et activiste Ahmed Isah.

<https://bit.ly/3e7Rusc>



<https://www.wakatsera.com/menace-de-mort-sur-le-journaliste-nigerian-peter-nkanga-les-autorites-de-son-pays-sollicitees-pour-sa-protection/>



● Guinée

Le 3 juin 2021, le Président d'Association des blogueurs de Guinée (Ablogui) est arrêté arbitrairement par la police guinéenne avant d'être libéré. AfricTivistes a voulu ainsi alerté les autorités sur les nombreuses plaintes concernant les abus des forces de défense et de sécurité dans le pays.



● Cameroun

AfricTivistes a fustigé l'arrestation de l'activiste camerounaise Rebecca Enongchong pour un supposé "outrage à magistrat". Nous en avons profité pour dénoncer le mépris constant des autorités camerounaises pour l'État de droit et les droits fondamentaux.



● Togo

Le 16 décembre 2021, AfricTivistes condamne fermement la détention arbitraire des journalistes Ferdinand Ayité et Joël Egah au Togo. Les deux journalistes ont été inculpés pour outrage à l'autorité, propagation de propos mensongers, incitation à la haine et diffamation à l'endroit de deux membres du gouvernement togolais.



C. ACCÈS À INTERNET

● Ouganda

Pour se maintenir au pouvoir, le Président Yoweri Museveni a violé tous les principes démocratiques garantis par les chartes fondamentales internationales. Pis, il a restreint l'accès à l'information en privant des millions d'Ougandais d'internet le jour du scrutin présidentiel.

<https://www.africtivistes.org/l/index.php/fr/accueil/535-coupure-d-internet-le-jour-du-scrutin-presidentiel-museveni-prepare-son-ennemi-putsch-electoral>



● Burkina

Le 21 novembre 2021, cette fois-ci au Burkina, il a été noté une coupure d'internet mobile. AfricTivistes a réagi en appelant les autorités et les fournisseurs de services à rétablir la connexion. La situation s'est poursuivie. Et le 27 novembre, un communiqué de presse a été diffusé en ce sens.

<https://bit.ly/3y9fr75>



● Niger

Le 24 février 2021, la victoire du candidat du parti au pouvoir au Niger, Mohamed Bazoum, est contestée par le candidat de l'opposition, Mahamane Ousmane. Il s'en est suivi des heurts dans le pays et une coupure d'internet, moins de 24h après l'annonce des résultats provisoires. Une situation dénoncée vigoureusement par AfricTivistes qui ne tolère nullement la fermeture d'internet à chaque fois que les autorités politiques restreignent l'accès internet à des fins purement politiciennes. La situation a perduré jusqu'au mois de mars. AfricTivistes est revenue à la charge pour dénoncer sur ses canaux digitaux les huit (8) jours de coupure internet dans le pays non sans exhorter les autorités à mettre fin aux violations des libertés.

<https://www.africtivistes.org/l/index.php/fr/accueil/543-coupure-d-internet-et-tensions-post-electorales-au-niger-que-mijote-le-regime-sortant-2>



● **Sénégal**

Suite à la décision du gouvernement sénégalais affirmée le 3 février 2021 lors du Conseil des ministres de mettre en place un "dispositif de régulation et d'encadrement spécifique aux réseaux sociaux", AfricTivistes a sorti un communiqué pour exprimer ses craintes que ce projet soit juste un moyen détourné de restreindre les libertés.

<https://www.africtivistes.org/fr/index.php/en/ctademocracy-21338-regulation-et-encadrement-des-reseaux-sociaux-au-senegal-africtivistes-met-en-garde-contre-toute-derive>



<https://www.socialnetlink.org/2021/02/13/regulation-et-encadrement-des-reseaux-sociaux-au-senegal-africtivistes-met-en-garde-contre-toute-derive/>



<http://www.osiris.sn/Regulation-et-Encadrement-des.html>



<https://www.orbit.com/regulation-des-reseaux-sociaux-au-senegal-des-specialistes-tirent-la-sonnette-dalarme/>



<https://www.seneplus.com/politique/africtivistes-met-en-garde-le-gouvernement>



<http://www.emedia.sn/AFRICTIVISTES-MET-EN-GARDE-LE-GOUVERNEMENT.html>



D. BONNE GOUVERNANCE ET TRANSPARENCE

● Participation aux travaux de la deuxième session CESE

AfricTivistes a pris part aux travaux de la deuxième session ordinaire de l'année 2021 du Conseil économique social et environnemental (CESE) au Sénégal. Les sessions ont porté sur les thèmes suivants :

- "Érosion côtière"
- "Révolution numérique et employabilité des jeunes"



**Du 14 Septembre
au 12 Novembre
2021**
sur les thèmes suivants:

- Érosion côtière;
- Révolution numérique et employabilité des jeunes.

Cette deuxième thématique intéresse particulièrement AfricTivistes dont le champ d'action est le numérique. L'évènement s'est tenu entre le 14 septembre et le 12 novembre 2021 avec à la clé la publication d'un rapport qui a fait l'état des lieux de la révolution numérique dont la "dynamique est évolutive et irréversible". En plus de visiter le cadre légal, le dispositif institutionnel, les politiques, programmes et projets, le CESE a analysé les enjeux, défis et nouvelles opportunités en référence à l'employabilité des jeunes au Sénégal.

Des recommandations ont également été effectuées pour de nouvelles orientations visant l'adaptation des métiers, le développement de l'employabilité et la capture de toutes les opportunités d'emploi dans les différents domaines du numérique.

● Validation technique du Plan d'Action National (PAN) dans le cadre du Partenariat pour un Gouvernement Ouvert Sénégal (PGO)



A partir du 10 avril 2021, un atelier de cinq (5) jours a été organisé par le comité national PGO Sénégal en présence des représentants de l'administration, des délégués régionaux, des partenaires et des consultants pour l'élaboration du Plan d'Action national. Cet évènement a permis de procéder à l'élaboration du plan d'action national du PGO Sénégal assorti des engagements. Ainsi, les défis prioritaires sont identifiés de manière consensuelle. Il a permis également de revisiter les principes fondamentaux sur lesquels repose le PGO :

- L'accroissement de la disponibilité des informations ;
- L'encouragement de la participation citoyenne sans aucune forme de discrimination ;
- L'instauration de normes d'intégrité professionnelle exemplaire dans l'ensemble des administrations ;
- L'amélioration de l'accès aux nouvelles technologies pour la promotion de la transparence et la responsabilité.

A partir du 27 juillet 2021, les acteurs de l'administration et de la société civile ont organisé un atelier de deux jours pour procéder à la validation technique du Plan d'Action Nationale (PAN) du Sénégal dans le cadre du Partenariat pour un Gouvernement Ouvert (PGO). Avant de procéder à la restitution des engagements pour alimenter le PAN.

V. Événements



A. SÉMINAIRE DE LANCEMENT OFFICIEL DU LOG

“L’Afrique à l’épreuve de la Gouvernance Locale Ouverte”. Tel est le thème du séminaire sous-régional organisé par AfricTivistes et qui a fait office de lancement officiel du programme local Open GovLab (LOG). La rencontre s’est tenue à Dakar à l’hôtel Ndiambour le 29 juillet 2021. Elle a réuni les sept Maires bénéficiaires du programme, des acteurs de la société civile, des experts de la gouvernance locale ouverte, le Directeur régional de l’UNFPA, entre autres personnalités. L’occasion a

été saisie pour identifier les besoins des uns et des autres et définir de commun accord des objectifs à travers des panels sur différents thèmes :

- Le Numérique administratif : L’administration publique africaine à l’ère du Numérique;
- Les élus locaux à l’épreuve de l’ouverture, de la transparence et de la co-construction.

Une leçon inaugurale sur la Gouvernance Locale Ouverte a été également donnée lors de



cet évènement. A la clef, les édiles venant des 7 collectivités retenues pour le projet ont signé des conventions attestant leur engagement à accueillir le projet avant de signer également la Déclaration de Dakar sur la Gouvernance locale ouverte.

L'un des grands succès du séminaire de lancement du projet LOG a été la signature par les sept maires présents de la Déclaration de Dakar sur la Gouvernance Locale Ouverte.

Inédite en son genre, la Déclaration de Dakar préparée par AfricTivistes et approuvée par les élus locaux réaffirme la nécessité d'ouvrir la gouver-

nance locale pour une action publique efficace. Elle réaffirme aussi l'engagement des élus locaux l'ayant signé à mettre en œuvre les principes du gouvernement ouvert dans leurs collectivités et invite les autres élus locaux du continent à faire de même.

La Déclaration de Dakar est aussi un plaidoyer à l'endroit des gouvernements centraux à soutenir les collectivités locales dans leur volonté de tirer profit des possibilités du numérique pour une gouvernance publique ouverte et bénéfique aux populations: <https://log.africtivistes.org/declaration-de-dakar/>

Déclaration de Dakar sur la Gouvernance Locale Ouverte



Juillet 2021 Dakar, Sénégal

Nous, élus locaux d'Afrique de l'Ouest réunis à Dakar le 29 juillet 2021 dans le cadre du lancement officiel du projet Local Open GovLab (LOG) mis en oeuvre par la Ligue des blogueurs et cyber-Activistes africains pour la démocratie (AfricTivistes) autour du thème central "L'Afrique à l'épreuve de la gouvernance locale ouverte"

- Conscients que l'accès à l'information et l'implication des communautés pour une gestion ouverte et participative des collectivités locales constituent un des piliers d'une bonne gouvernance locale ;
- Convaincus que les outils numériques sont incontournables pour rendre les administrations publiques plus performantes et modernes ;
- Conscients que les principes d'un gouvernement ouvert, promoteur de la participation citoyenne, garant de l'accès à l'information publique et exigeant la redevabilité des hauts responsables de l'administration publique ainsi que des élus locaux sont les gages d'une bonne gouvernance pérenne ;
- Constatant que les outils de communication numérique tels que les réseaux sociaux et les plateformes de messageries s'imposent comme des moyens de communication privilégiés avec les populations ;
- Réalisant que la démocratisation de l'accès de ces mêmes outils de communication est une grande opportunité pour les collectivités locales de s'ouvrir davantage aux populations ;
- Réaffirmant la nécessité d'impliquer davantage les populations dans les choix de gouvernance au niveau local pour rebâtir une confiance indispensable à la réussite de la mission des élus locaux ;
- Réaffirmant que la place du citoyen dans les processus de prise de décisions et le contrôle de l'action publique doit se conforter davantage en tirant profit des innovations technologiques ;
- Relevant la nécessité d'inscrire les principes de transparence, de redevabilité et d'efficacité de l'action publique au coeur de la gouvernance locale ;
- Alertés que plusieurs gouvernements et collectivités locales africains sont déjà engagés au sein d'organisations internationales de gouvernement ouvert tels que le Partenariat pour un gouvernement ouvert (PGO) ;

Adoptons la déclaration dont la teneur suit :

1. Sommes déterminés à nous mobiliser en faveur de la gouvernance locale ouverte, notamment en faisant de l'accès à l'information des populations et de la participation citoyenne une réalité dans nos territoires ;
2. Sommes engagés à inscrire nos actions en cohérence avec les principes du gouvernement ouvert ;
3. Sommes engagés à faire des outils numériques des alliés dans la démarche d'ouverture de nos administrations locales aux populations ;
4. Demandons aux collectivités locales de mettre en place des mécanismes de participation citoyenne au sein de leurs territoires en tirant profit des solutions numériques en matière de dialogue citoyens-élus locaux ;
5. Demandons aux gouvernements nationaux de s'engager à rejoindre le Partenariat pour un gouvernement ouvert afin d'impulser aux collectivités locales la volonté d'adhérer à leur tour à cette communauté de bonnes pratiques qui promeut la gouvernance ouverte locale ;
6. Encourageons nos collègues élus locaux du continent africain à faire de la gouvernance locale ouverte un défi à relever ;
7. Encourageons les élus locaux à renforcer la collaboration avec les organisations de la société civile ainsi que les mouvement de jeunes et le secteur privé présent dans le domaine du numérique dans une dynamique de co-crédation de solutions numériques favorables à la participation citoyenne via le numérique ;
8. Exprimons notre volonté à collaborer avec l'Organisation panafricaine AfricTivistes dans le cadre de programmes axés sur la Gouvernance Locale Ouverte ;
9. Remercions les partenaires qui soutiennent l'ouverture et la transparence des administrations et plus précisément celles des collectivités locales sur le continent, faisant de la gouvernance locale ouverte l'affaire de tous ;
10. Exprimons notre sincère reconnaissance à l'endroit du réseau AfricTivistes pour son engagement, l'accueil et la sollicitude constante dont nous avons été l'objet durant notre séjour.

Fait à Dakar (Sénégal) le 29 juillet 2021 et signée par :

Mairie de Fass – Colobane –
Gueule Tapée (Sénégal)

Ville de Rufisque
(Sénégal)

Mairie de Bissau
(Guinée Bissau)

Mairie de Labé
(Guinée)

Mairie de Kouroussa
(Guinée)

Mairie de Dankassari
(Niger)

Mairie de Matankari
(Niger)

● Communication sur le séminaire de lancement

Pour la réussite du séminaire de lancement officiel du LOG et la vulgarisation du projet, une campagne de communication a été déployée avec un plan élaboré et séquencé en trois étapes (avant, pendant et après séminaire). En plus d'assurer une bonne visibilité de l'évènement, il s'agissait en même temps d'aider à une meilleure compréhension du projet.

Communiqué de lancement :

Il y a eu en amont un communiqué et des posts sur les réseaux sociaux pour annoncer l'évènement :



Presse audiovisuelle :

Il y a eu également des interventions ciblées dans les médias particulièrement audiovisuelles (Radio et télé) avant, pendant et après l'évènement :
Passage le Mardi 27 juillet à Dunya Télévision (DTV) de l'Assistant communication à la gouvernance ouverte, Mouhammad Ciss, dans l'émission "Toi Même Tu Sais TMTC" :



Intervention dans les médias audiovisuels le Jeudi 29 juillet avant le démarrage du séminaire :
Radio Télévision Sénégalaise (RTS), Cheikh Fall, Chef de projet à la gouvernance ouverte dans l'émission Kenkelibaa :



Diffusion le Jeudi 29 juillet dans la matinée par West Africa Democracy Radio (WADR) de l'émission Actu de la semaine avec comme invitée Aisha Dabo, responsable des VAGOAs :



Intervention de Ismaïla Dieng, Responsable Communication et Plaidoyer à AfricTivistes dans l'émission Pencum Askanwi sur iTV (Groupe Emedias) après le lancement réussi du Local Open GovLab (LOG) :



Mouhammad Ciss, Assistant programme à la gouvernance locale ouverte, invité de l'émission Tic Tac à la RADIO CHINE INTERNATIONALE (RCI) :



Communication digitale :

Un digital toolkit a été élaboré pour communiquer sur le séminaire de lancement officiel du LOG, les objectifs du projet et les résultats attendus. Il a été ainsi effectué une série de publications sur les différents comptes d'AfricTivistes (Facebook et Twitter). Cela étant, des posts ont été effectués les 16, 19, 23, 26 et 27 juillet. Ces posts donnaient un avant goût du contenu du séminaire, et présentaient les différents panélistes qui devraient animer les sessions.

Sur le plan digital toujours, le séminaire a été retransmis en live streaming via Facebook Live et sur le site dédié au projet, un live tweet a été assuré afin de faire vivre à nos abonnés sur twitter les grandes lignes de l'événement. Au total, 26 Tweet ont été postés.



Presse écrite et sites d'informations

Lors du séminaire de lancement du projet LOG, 13 médias ont couvert l'événement (APS, Sud Quotidien, Pressafrik, WADR, EnQuête, Senegaal net, Le Soleil , L'AS , INFO 24.SN, Le Quotidien, Dakaractu, RTS/TV, Dakar Tv).

Sites Web et agence de presse

<http://www.aps.sn/actualites/societe/article/gouvernance-locale-sept-communes-de-quatre-pays-de-l-afrique-de-l-ouest-beneficiaires-du-projet-local-open-gov>



https://www.dakaractu.com/Gouvernance-locale-ouverte-AfricTivistes-propose-le-numerique-pour-impulser-une-nouvelle-approche-citoyenne_a20638.html



https://www.pressafrik.com/Lancement-projet-Local-Open-GovLab-AfricTivistes-vole-au-secours-des-Collectivites-locales_a23556.html



<https://lequotidien.sn/gouvernance-locale-ouverte-en-afrique-via-le-numerique-afriktivistes-accompagne-des-maires/>



<https://www.youtube.com/watch?v=GutazXPaw8w>



<https://www.enqueteplus.com/content/gouvernance-locale-les-collectivites-locales-les-innovations-technologiques>



<https://www.lasnews.info/2021/08/03/gouvernance-locale-africivistes-in-vite-les-collectivites-locales-a-saisir-les-opportunités-du-numerique/>

The screenshot shows the LAS website with a main article titled "Gouvernance locale : AfricTivistes invite les collectivités locales à saisir les opportunités du numérique !". The article includes a sub-headline "Local Open GovLab" and a graphic of a globe with a network overlay. The text mentions the launch of the Local Open GovLab project to support digital opportunities for local governments.

<https://www.communelabe.org/web/la-mairie-de-labe-ouverte-a-mondel>

The screenshot shows the Communelabe website with a news item titled "La Mairie de Labe ouverte au monde". It features a photo of several men in traditional African attire standing together. The text describes the opening of the Labe Municipality to the world.

Presse écrite

The screenshot shows an article from "Le Quotidien" dated July 30, 2021. The title is "Gouvernance locale ouverte en Afrique via le numérique". The article discusses the use of digital technology to open up local governance in Africa, mentioning the AfricTivistes project and the Local Open GovLab initiative.

The screenshot shows an article from "ENQUÊTE" dated July 31, 2021. The title is "Les collectivités locales à l'école des innovations technologiques". The article features a photo of people working at a computer and discusses how local governments are embracing technological innovations.

The screenshot shows an article from "LE SOLEIL" dated July 31, 2021. The title is "Gouvernance locale ouverte Un projet panafricain lancé". The article reports on the launch of a pan-African project for open local governance, highlighting the role of AfricTivistes and the Local Open GovLab.

The screenshot shows an article from "Sud Quotidien" dated July 30, 2021. The title is "AfricTivistes «capacité» 07 communes et municipalités ouest-africaines". The article features a photo of a man speaking and discusses the capacity-building efforts of AfricTivistes in seven West African municipalities.

Reprise Newsletter AfricTivistes par les médias

Une newsletter a été également rédigée et publiée faisant ressortir l'essentiel du séminaire de lancement officiel du projet. Elle a été reprise par certains médias en ligne. Aussi, la déclaration de Dakar sur la gouvernance locale ouverte a été publiée sur le site dédié au projet et sur les réseaux sociaux.

<http://www.presseagence.fr/lettre-economique-politique-paca/2021/08/01/paris-lancement-du-projet-local-open-govlab-log/>

<https://www.enligne.sn/l'essentiel-sur-le-seminaire-de-lancement-officiel-du-projet-local-open-govlab/>

B. ATELIER DE FORMATION AVEC SUNU DIGITAL RIGHTS



AfricTivistes et Sunu Digital Rights- une association qui promeut les droits fondamentaux dans le Cyber-espace au Sénégal- ont organisé le 20 janvier 2021 une session de formation pour aider les éducateurs à mieux préparer la jeune génération face aux menaces à la vie privée à l'ère du numérique.

Cet événement a permis de leur faire comprendre les mises à jour de WhatsApp et leur impact sur les droits fondamentaux. Aussi, il a été question de la protection des données personnelles et du bien-être des jeunes dans le numérique.

AfricTivistes et Sunu Digital Rights comptent ensemble promouvoir et défendre la liberté d'expression sur internet, la protection des données personnelles (respect de la vie privée) et la neutralité d'internet.

En même temps, les deux organisations veulent aider les citoyens à comprendre le fonctionnement de l'internet, les conditions de son usage démocratique, éducatif et culturel.

C. ATELIER-AFRICATIVISTES PPLAAF

Sur invitation de la Plateforme de Protection des Lanceurs d'Alerte en Afrique (PPLAAF), AfricTivistes a animé un atelier de formation sur le lancement d'alerte, la Cybersécurité, le web journalisme pour 10 blogueurs et Cyber-Activistes.





3^e SOMMET AFRICTIVISTES

“Promouvoir le développement et la gouvernance démocratique de l’Internet en Afrique”



#Abidjan2021

11-13 NOVEMBRE

Après Dakar en 2015 et Ouagadougou en 2018, la 3^{ème} édition du Sommet Africtivistes, initialement prévue à Nairobi, a été organisée à Abidjan les 11 et 12 novembre 2021.

Cette édition a eu pour thème **“Promouvoir le développement et la bonne gouvernance démocratique de l’internet en Afrique”**. La présence de plusieurs délégations africaines et européennes a fait de ce Sommet une réussite.

L’objectif de ces journées de réflexion était de créer un cadre d’échanges, d’interactions et de collaborations pour la promotion du développement d’internet en Afrique.

Ces journées de réflexions ont regroupé plus de 120 participants, représentant 22 pays.

■ CÉRÉMONIE D'OUVERTURE



La cérémonie d'ouverture a été animée par le Président d'AfricTivistes, Cheikh Fall qui a prononcé le discours d'ouverture ; l'expert en cyber sécurité, Monsieur Stéphane Konan qui a abordé la question de la souveraineté numérique ; et le Chargé principal du Plaidoyer, DIVISION SOCIÉTÉ CIVILE ET ENGAGEMENT COMMUNAUTAIRE DE LA Banque Africaine de Développement Luther Yaméogo, qui a mis l'accent sur la nécessité d'accompagner la société civile numérique dans ses actions citoyennes.



■ KEYNOTE D'OUVERTURE

CIVIC TECH AFRICAINES A L'ASSAUT DU MONDE : COMMENT L'INNOVATION DIGITALE AFRICAINE A SAUVÉ DES VIES EN EUROPE ET DANS LE MONDE FACE A LA COVID 19 , GRÂCE A LA CARTOGRAPHIE SOCIALE



C'est l'auteur de "The Start Up Lions" et fondateur de Start-up BRICS, Samir Abdekrim qui a eu l'honneur de prononcer la keynote d'ouverture. Dans son intervention, Monsieur Abdekrim a pris l'exemple d'USAHIDI, le logiciel de crowdsourcing pour la cartographie sociale, venu du Kenya, et montrer comment son utilisation a aidé à faire face à la vague de Covid-19 en Espagne. Selon lui, des activistes espagnols ont utilisé cette innovation africaine pour freiner l'avancée de la pandémie dans leur zone et sauver beaucoup de vies.

L'intégralité de la keynote d'ouverture sur ce lien https://www.youtube.com/watch?v=_acWs6M0eI

■ DÉROULEMENT DES PANELS ET DES ATELIERS



Au total, 8 panels et 3 ateliers ont rythmé le troisième Sommet AfricTivistes à Abidjan. Des échanges enrichissants ont été notés sur, entre autres, le devenir du numérique en Afrique, les innovations majeures à prendre en compte et les priorités d'avenir à explorer.

High level Panel : **L'INTÉGRATION EFFECTIVE DES TIC DANS LES POLITIQUES DE DÉVELOPPEMENT EN AFRIQUE**

Cette session a permis de faire l'état des lieux en termes de progrès dans le domaine des infrastructures numériques, au niveau de la régulation, mais également d'évaluer le niveau de développement des services numériques qui ont encouragé les innovations de la population. Ainsi, les différents intervenants sont tombés d'accord sur le défi du changement des mentalités.

L'intégralité du High Level Panel: <https://www.youtube.com/watch?v=c5mG6yjkUo>





RÔLE ET PROTECTION DES BLOGUEURS ET JOURNALISTES DANS L'ÉCOSYSTÈME DE L'INFORMATION EN LIGNE

Durant ce panel, des journalistes et blogueurs de diverses domaines d'intervention ont échangé autour de leur devoir en tant que porteurs de voix et de leur sécurité en tant qu'activistes et acteurs de l'information en ligne.

La sécurité et la protection des cyber activistes qui sont souvent des cibles de personnalités très influentes incombent également aux organisations de défense des Droits de l'Homme. Sans oublier la question de la santé mentale, aussi importante que la santé physique pour des acteurs du web.

L'intégralité du Panel : <https://www.youtube.com/watch?v=r1XcxgoUIRg>



LA GOUVERNANCE D'INTERNET ET LA SOUVERAINÉTÉ NUMÉRIQUE DES ÉTATS AFRICAINS

Lors de cette session, les intervenants ont principalement pointé du doigt les décideurs qui sont les seuls à pouvoir mettre en place un mécanisme efficace qui peut accélérer le processus de souveraineté numérique de nos États.

Cela est d'autant plus à la portée de nos autorités que depuis quelques années, le continent possède des ressources humaines et naturelles diversifiées qui peuvent participer à la création de ce mécanisme.

L'intégralité du panel : <https://www.youtube.com/watch?v=ok9DkQ1AK8I>



LA SOCIÉTÉ AFRICAINE : ACTEUR CLÉ DANS LA GOUVERNANCE D'INTERNET

Ce panel a permis de proposer des pistes de solutions pour une meilleure gouvernance d'internet en Afrique. Pour ce faire, il a été proposé de créer une coordination qui regroupe: gouvernement, lanceurs d'alerte et les organisations de la société civile. Il a été ainsi admis qu'Internet ne doit pas être pris comme un fourre tout au risque de subir toutes les conséquences désastreuses qu'il va générer. Ainsi, la régulation est fondamentale. Il faudrait juste éviter de céder à l'autoritarisme digital.

L'intégralité du panel : <https://www.youtube.com/watch?v=5ZZzgpnoo0>



LE RÔLE ET LA COMPLÉMENTARITÉ DES BLOGUEURS ET JOURNALISTES DANS LA LUTTE CONTRE LA DÉSINFORMATION

Lors de cette session, les panélistes sont tombés d'accord sur la nécessité de former les usagers des médias sociaux à la lutte contre la désinformation. Surtout que ces derniers sont confrontés à des problèmes de crédibilité. Convaincu que la désinformation est utilisée comme une arme stratégique, il a été préconisé entre autres solutions que les journalistes et les blogueurs s'unissent pour lutter contre la désinformation en général et en particulier sur le web afin de rétablir leur crédibilité.

L'intégralité du panel : <https://www.youtube.com/watch?v=WcDhQZCEPhM>





DÉVELOPPEMENT D'INTERNET EN AFRIQUE : OSER LA TRANSFORMATION DIGITALE

Les discussions au cours de cette session ont été particulièrement axées sur l'économie numérique et ses opportunités pour l'Afrique. Les panélistes ont ainsi estimé qu'il y a lieu d'adopter des plans le système d'économie numérique du continent. Les gouvernements ont ainsi été invités au premier chef afin de créer des plateformes pour faciliter les actions des usagers et contribuer à la transformation numérique. Et en plus d'innover dans le numérique, le plaidoyer a été effectué pour que l'Afrique produise de la documentation numérique.

L'intégralité du panel: https://www.youtube.com/watch?v=HzBPVZlcVvk&list=PLalgaep0Vrl_wx05BLGwkk-knlpWvezZnj&index=13



LIBERTÉ ET GOUVERNANCE D'INTERNET : LES ADMINISTRATIONS AFRICAINES À L'ÉPREUVE

La liberté a été définie, lors de cette session, comme le libre choix de pouvoir se connecter en toutes heures, en tout lieu selon son intérêt. Mais, note-t-on, dans plusieurs pays, les citoyens se battent pour la liberté pendant que l'État impose des mesures privatives de celle-ci sur internet avec des blocages, des coupures et même des taxes à partir de l'internet mobile. De plus, le constat est que ces mesures sont prises de manière unilatérale et sans impliquer toutes les parties prenantes liées à la gouvernance d'Internet. Et cela a été considéré comme une grande faiblesse qui se doit d'être corrigée en Afrique.

L'intégralité du panel: https://www.youtube.com/watch?v=WT2d1kVfBw&list=PLalgaep0Vrl_wx05BLGwkk-knlpWvezZnj&index=14

LA PROTECTION JURIDIQUE DES ACTEURS DE L'INFORMATION EN LIGNE



Plusieurs pays africains ont un déficit de cadre de protection des acteurs de l'information. Le constat a été fait lors de cette session du troisième Sommet AfricTivistes à Abidjan. Pour une meilleure structuration, il a été préconisé que l'espace numérique réunisse trois parties : le gouvernement, le secteur privé, et la société civile. Non sans appeler à insister sur la question de la structuration de la société civile.

L'intégralité du panel : https://www.youtube.com/watch?v=xTdSMNoTgow&list=PLalgaep0Vrl_wx05BL-GwkkknlpWvezZnj&index=9

MÉDIA ET DÉVELOPPEMENT

Ce workshop a été un échange entre les responsables de Canal France International (CFI) et le public. Les participants ont partagé les réalités auxquelles ils font face dans leurs pays dans le cadre de la mise en œuvre des activités sur lesquelles ils travaillent avec CFI.





Local Open GovLab

Un atelier a été réservé spécifiquement au Local Open GovLab (LOG). En plus de revenir sur les objectifs du projets, les volontaires AfricTivistes pour la gouvernance (VAGO), déplacés sur le terrain, ont partagé leurs expériences respectives. Des recommandations ont été également faites aux porteurs du projet. Il leur a été demandé de documenter toutes leurs activités et de les envoyer à AfricTivistes afin que cela soit montré à la face du monde. Aussi, il a été préconisé de trouver une démarche à mettre en place pour pérenniser ce type d'initiative et de faire en sorte que cette initiative devienne un mouvement d'ensemble. En définitive, les porteurs du projet ont été invités à avoir un mécanisme derrière pour protéger les données qui sont collectées et pérenniser les initiatives.

L'intégralité du panel: https://www.youtube.com/watch?v=wbvWllipj9E&list=PLlgaep0VrI_wx05BLGwkk-knlpWvezZNj&index=15

LA CIVIC TECH AU SEIN DE LA GOUVERNANCE DÉMOCRATIQUE EN AFRIQUE (PRÉSENTATION DU CHARTER PROJECT AFRICA)

Le Charter Project Africa, est un projet panafricain axé sur les engagements contenus dans la charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance (CADEG). Le principal document politique de l'Union Africaine visant à faire progresser la gouvernance démocratique dans les États membres de l'Union Africaine. Le projet encourage l'utilisation des technologies dites civiques (Civic Tech) pour amplifier les voix des citoyens et les initiatives civiques avec l'appui des décideurs de l'Union africaine, au niveau national, régional et continental – en mettant l'accent sur la nécessité d'actions concertées par le biais des communautés. Une attention particulière est également accordée au rôle et au mandat de l'Architecture africaine de gouvernance (AGA).

L'intégralité du panel: https://www.youtube.com/watch?v=giV0IW3e6Yc&list=PLlgaep0VrI_wx05BLGwkk-knlpWwezZnJ&index=16



■ KEYNOTE DE FERMETURE

DU RÉTRÉCISSEMENT DE L'ESPACE CIVIQUE EN AFRIQUE

La keynote de fermeture a été présentée par Pr David Dosseh qui a, d'emblée, soutenu qu'il n'y a pas de démocratie à géométrie variable et que les modifications constitutionnelles sont devenues une ingénierie des dirigeants africains. Selon lui, la société civile doit se constituer en force organisationnelle et faire des propositions convergentes. Mais, il faudrait auparavant qu'elle soit autonome. Malheureusement, souligne-t-il, force est de constater que le rétrécissement de l'espace civique est appuyé par les citoyens sous l'influence des dirigeants.

L'intégralité du keynote: https://www.youtube.com/watch?v=44evy3R3Hc4&list=PLlgaep0VrI_wx05BLGwkkknlpWwezZnJ&index=17



Nous AfricTivistes –Ligue africaine des blogueurs et Web Activistes pour la démocratie– réunis les 11 et 12 novembre 2021 à Abidjan dans le cadre de notre 3ème sommet sous la thématique de “Promouvoir le développement et la gouvernance démocratique de l’internet en Afrique”

Considérant le caractère indissociable de l'accès à internet de la consolidation de l'Etat de droit et des libertés publiques dans toute démocratie, de même que la consubstantialité de la transformation digitale à toute politique de développement en Afrique,

Conscients que la souveraineté numérique est un attribut de la souveraineté de l'Etat moderne, que tout gouvernement se doit de créer les conditions nécessaires à son affirmation, qu'il ne saurait s'y soustraire ou y renoncer sous peine de voir sa responsabilité morale et politique engagée,

Considérant le rôle croissant de la société civile africaine dans l'espace digital, où elle s'affirme en tant que force de proposition et d'actions mais aussi comme acteur de contre-pouvoir pour combler les défaillances de la société politique, notamment à travers les innovations des Civic Tech favorisant les gestions ouvertes et participatives,

Soucieux, par ailleurs, de procurer aux différents intervenants dans l'écosystème de l'information et de l'activisme digitaux un cadre d'action approprié qui leur procure dignité et protection, contre les appareils étatiques mais aussi contre les turpitudes de la désinformation,

Considérant la nécessité de combler les retards accusés par les différents Etats africains en matière de régulation et de gouvernance digitale, et d'harmoniser leurs législations dans les matières y afférent, sous l'impulsion d'organisations régionales et continentales,

Considérant enfin le pouvoir salutaire joué par les innovations digitales qui s'est révélé, lors de la dernière crise sanitaire du Covid-19, ainsi que dans les situations de crises et de conflits plus généralement,

Adoptons la déclaration dont la teneur suit :

- Réaffirmons notre engagement indéfectible en faveur d'une gouvernance démocratique de l'Internet garantissant le respect de l'Etat de droit, des libertés fondamentales, et permettant la redevabilité des pouvoirs publics en Afrique ;
- Réitérons notre détermination à innover pour favoriser et encourager le développement de l'économie numérique en Afrique ;



- Sommes engagés à sensibiliser les pouvoirs publics africains sur la nécessité de protection des données numériques nationales conformément à la Convention de l'Union africaine sur la cybercriminalité et la protection des données à caractère personnels connu sous le nom de Convention de Malabo ;
- Sensibiliser les États à privilégier les expertises nationales dans la mise en place des politiques publiques numériques responsables ;
- Invitons les États à passer de loi sur la cybercriminalité en phase avec la Convention de malabo et respectant les droits des citoyens ;
- Encourageons les États africains à collaborer avec les organisations de la société civile sur la collecte des données en plaçant celles-ci au coeur des processus d'élaboration des politiques publiques et ce sur la base de règles éthiques pour une collecte et une gestion des données respectant les droits des citoyens ;
- Réaffirmons notre engagement en tant qu'acteurs de l'information en ligne à agir en toute responsabilité dans le cyberspace ;
- Appelons les pouvoirs publics africains à garantir la protection des journalistes et blogueurs dans l'exercice de leurs activités en adéquation avec l'Observation Générale N°34 du Comité des droits de l'homme des Nations-unies qui est chargé de monitorer le respect du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP) de 1966 ;
- Encourageons les acteurs de l'information que sont les blogueurs et les journalistes à constamment rechercher des cadres de collaboration formels ou informels afin de mettre en place des synergies d'action pour faire face aux enjeux socio-politiques des menaces du cyberspace ;
- Affirmons avec énergie notre rejet de la désinformation et de tout discours de haine dans le cyberspace, toute chose qui fragilise le vivre-ensemble dans nos États et constituent autant de menaces pour la garantie de l'état de droit et de la démocratie ;
- Engageons à sensibiliser les opinions publiques sur les questions relatives au droit d'accès à internet, l'ouverture et la neutralité du net, la souveraineté numérique et la protection des données, que nous appellerons les États à inscrire dans le marbre constitutionnel et voter des textes législatifs adaptés régissant ces domaines ;
- Appelons à la conclusion de partenariats entre le secteur privé, le secteur public, les instances de régulation et la société civile pour créer de véritables infrastructures nationales et continentales respectant les droits humains ;
- Nous réaffirmons notre engagement à renforcer les capacités des acteurs de l'information, à impliquer les pouvoirs publics, mais aussi à sensibiliser la jeunesse africaine sur l'utilisation responsable des outils du web 2.0 et sur les opportunités économiques qu'offre le numérique de façon générale.

Fait à Abidjan le 12 Novembre 2021



A la fin du troisième Sommet AfricTivistes, un atelier de coordination a été tenu pendant deux jours en présence de certains membres des organisations du consortium de Charter Project Africa. Cette réunion a permis de formuler les attentes du projet, d'avancer dans son opérationnalisation, d'améliorer la coordination pour la mise en œuvre du projet, et de dynamiser les synergies nécessaires à la mise en œuvre des activités du projet, en particulier lorsque les activités nécessitent une coopération entre différentes organisations. Elle a aidé également à mieux cerner les activités du projet et clarifier les objectifs à court et moyen terme ; à mieux comprendre les compétences essentielles de chaque organisation.

Entres autres activités menées, on peut relever :

● **Planification de lancement du mécanisme de subvention (Civic Tech Fund)** : Le Fonds de subvention Civic Tech Fund Africa est né d'une collaboration entre deux initiatives distinctes : le Charter Project Africa et le African Union Civic Tech Fund. Il soutient des initiatives, en particulier celles menées par ou concernant les jeunes, qui renforcent l'engagement des citoyens grâce à l'utilisation innovante des données et des technologies numériques, ou, en d'autres termes, qui peuvent soutenir des solutions de technologie civique ciblées.

● **Présentation du MOOC "Démocratie, Elections & gouvernance en Afrique"**. Il sera composé de 5 cours comprenant chacun 5 modules (d'une durée d'environ 10 minutes) en deux langues (FR / ENG). Le MOOC durera deux ans. Les cours seront mis en ligne sur la plateforme progressivement.

● **Présentation du civic tech competition (Hackathon)** : Il s'agit d'un concours visant à trouver des solutions civic tech à des problèmes relatifs aux thématiques de la démocratie, des élections et de la gouvernance. AfricTivistes définira l'étendue de la problématique et lance un appel à des solutions innovantes pour améliorer la gouvernance démocratique sur le continent africain.

● **Brainstorming sur la plateforme Charter.Africa**: cette plateforme web sera mise en place pour la vulgarisation, le plaidoyer et la visibilité du Charter Project Africa. Elle permettra de mettre à la disposition du public un outil où il pourra trouver des informations sur les activités du Projet et sur la Charte africaine pour la démocratie, les élections et la gouvernance (CADEG).

VI. Productions



A. Note d'informations LOG

C'est un document qui condense l'ensemble des éléments d'informations du projet Local OpenGov. En plus de revenir sur les fondements du projet, il retrace les objectifs recherchés, les résultats attendus ainsi que les étapes phares pour y arriver.

<https://log.afriktivistes.org/wp-content/uploads/2021/04/LOG-Note-dinfo.pdf>

B. Guide du volontaire

Guide du Volontaire Afriktivistes pour la Gouvernance Locale Ouverte pour encadrer et initier les Volontaires Afriktivistes pour la Gouvernance Locale Ouverte, un guide est produit par l'équipe projet.

https://docs.google.com/document/d/1307CjYn9CoIWy8CGHkuEb1DyChIdtYzr_Ovnau8zgMI/edit?usp=sharing et aussi via la page github du projet.

Ce guide est en cours de production et sera accompagné d'un guide destiné aux Mairies. Ce dernier sera co-rédigé avec l'aide des VAGOAs.



C. Rapport annuel d'activités 2020-2021

Afriktivistes a publié le 29 juin 2021 son premier rapport d'activités annuel pour plus d'ouverture et de transparence dans ses activités. Ce rapport 2019-2020 a ainsi fait le bilan d'une année particulière, marquée par la crise Covid-19.

https://www.afriktivistes.org//images/PDF/Rapport_Annuel_Afriktivistes.pdf

D. Boîte à Outils : Sécurité numérique

Les coupures Internet perturbent la libre circulation de l'information et posent un voile qui permet à la répression de se déployer, sans regard extérieur. En coupant ou restreignant le réseau Internet, la République du Cameroun a rejoint une liste de plus en plus longue de gouvernements qui ordonnent les coupures du réseau en période de contestation sociale, une pratique que de nombreux États membres de l'Union Africaine ont adopté, notamment : le Burundi, la République du Congo, la République Démocratique du Congo, le Tchad, le Gabon, l'Égypte, le Soudan, la république Centrafricaine, ou récemment la Gambie (Internet sans Frontière). Cf: Carte des censures et coupures d'internet en Afrique.

Pour assister les acteurs de la société civile africaine, une boîte à outils sur la sécurité numérique est produite et partagée. À cela s'ajoute une mise en place d'un comité ad hoc pour traiter les cas de censure et d'asphyxie de l'espace civique par la coupure brutale d'internet où par la mise en place de législation abusive ou restrictive.

VII. Boîtes à outils AfricTivistes

A. Dashboard Covid-19

Dashboard open source de suivi des cas, accessible en ligne. Il s'agit d'une représentation visuelle des informations les plus importantes sur la maladie et permettant d'évaluer notamment la propagation du virus dans le continent.

B. MediaScoop

Il s'agit d'une application mobile que les gens peuvent télécharger pour avoir accès en langues locales (Wolof, Bambara et Pulaar) à des contenus crédibles et vérifiés sur le Covid-19. La particularité de cette application ; c'est qu'elle est en format audio. Les utilisateurs ont ainsi accès sur leur smartphone aux communications institutionnelles sur la gestion de la crise. Il s'agit des communiqués du ministère de la Santé et de l'Action sociale mais également des autres ministères et institutions de la République. L'application recueille également les recommandations des personnels de santé habilités et de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) sur les mesures de prévention avec un espace d'échange avec un spécialiste qui répond à toutes les interrogations des utilisateurs sur le nouveau coronavirus. De même, elle rassemble des contenus médias variés notamment les extraits des revues de presse des radios et autres télévisions. De même que les communications des organisations non-gouvernementales et de la société civile.

C. Infos Covid-19

Informations covid 19 (infoscovid19.herokuapp.com) Ce site a été créé pour agréger des contenus sur la Covid-19. En plus de donner le total des cas recensés, le nombre de malades guéris, hospitalisés, évacués ou décédés, il rassemble tous les tweets sur la Covid-19 du ministère de la Santé et de l'Action sociale, du centre des opérations d'urgence sanitaire (COUS) ainsi que les post Facebook

de l'Union des Radios Associatives et Communautaires du Sénégal (URAC) sur la crise sanitaire.

D. Vérificateur de mot de passe

AfricTivistes a déployé pass-estimator (<https://ps-africtivistes.surge.sh/>) qui est un outil qui participe à la sécurisation des différents comptes sur les réseaux sociaux, les boîtes mails et autres espaces privés sur internet.

Il aide son utilisateur à trouver le bon mot de passe ou celui qui est le plus sécurisé possible. Ce vérificateur de mot de passe est sécurisé et fiable pour aider les acteurs des médias à trouver un mot de passe fort.

E. Plateforme anonyme pour les lanceurs d'alertes

Depuis 2010, une nouvelle forme de censure visant à museler les acteurs de l'information est opérée par les autorités politiques ennemies de la démocratie. Même dans certains pays, jadis réputés stables et démocratiques, des velléités d'asphyxie de l'espace civique ont été notées notamment par la coupure d'internet ou le sabotage des connexions aux réseaux sociaux. Ces nouvelles plateformes en ligne, devenues des extensions de l'espace civique dérangent les régimes dictatoriaux. Pour restreindre cet espace de liberté, ils mettent en place un arsenal juridique restrictif ou abusif. Le travail des lanceurs d'alertes se voit ainsi assujéti à un contrôle et à une surveillance démotivante.

Pour pallier cette violation flagrante des droits humains et du droit d'accès à l'information, AfricTivistes a mis en ligne une interface sécurisé garantissant l'anonymat pour tout acteur de l'information voulant faire un lancement d'alerte. Cette plateforme numérique sécurisée n'est accessible qu'avec le réseau crypté Tor. Cet outil garantit l'accès à l'information sur des questions d'intérêt public tout en protégeant son diffuseur qui pour une raison ou une autre ne peut pas s'afficher.

VIII. Projets en cours



A. THE CHARTER PROJECT AFRICA

The Charter Project Africa est un programme de 3 ans. Il est porté par un Consortium de six (6) organisations africaines et internationales pour aider à la mise en œuvre et à l'appropriation de la Charte africaine sur la démocratie, les élections et la bonne gouvernance par le biais du plaidoyer, de la formation, de la sensibilisation en utilisant les outils numériques.



Objectif : Soutenir l'émergence d'initiatives citoyennes innovantes à l'échelle du continent pour promouvoir et suivre la mise en œuvre de la Charte africaine sur la démocratie, les élections et la bonne gouvernance.



Cibles : Les populations, les administrations, les institutions africaines et régionales



Durée : 2021-2023



Pays d'intervention : Panafricain



Partenaire/financement : UE

B. PRÉSIDENTICE CDD

Les modifications constitutionnelles sont à l'origine de nombreux conflits politiques en Afrique ces dernières décennies. Certains présidents ont tendance à tripatouiller les Constitutions de leurs pays pour briguer un mandat de trop après avoir remis les compteurs à zéro. Ce qui constitue une grave violation et un non-respect des chartes fondamentales taillées sur mesure pour se maintenir au pouvoir.

Le projet "Présidence en CDD" s'articule sur plusieurs axes :

- 1) la mise en place d'un cadre de réflexion stratégique avec des organisations de la société civile africaine ;
- 2) une veille et une documentation sur les changements constitutionnels liés à la limitation et à la durée des mandats présidentiels ;
- 3) la mise en ligne d'un système d'information de traitement de données et de visualisation sur les situations politiques liées au non-respect de la Constitution ;
- 4) une campagne de plaidoyer en ligne sur les respects de la limitation des mandats.



Objectif : Briser le cycle des mandats de trop et de la modification des Constitutions en Afrique.



Cibles : populations africaines, médias, organisations de la société civile, organisations non gouvernementales, pouvoirs publics, institutions sous-régionales et internationales.



CP : Rfi.fr

C. DIALOGUE MIGRATION

Ce projet consiste à mettre à la disposition du public une plateforme web pour co-produire et diffuser des informations vérifiées, contextualisées et circonstanciées sur la migration loin des clivages politiques et du sensationnel. Il s'agit entre autres de :

- produire une information fiable et équilibrée sur les migrations,
- créer un espace d'information et de dialogue sur les migrations,
- servir de point de référence aux journalistes et acteurs travaillant sur les migrations,
- être une source de référence pour les individus ayant un projet de migration légale,
- inciter au respect des droits humains et de la dignité des migrants,
- produire un discours plus respectueux des droits des migrants.

Il est réalisé en partenariat avec **CFI Médias**.



D. IMPLICATION DES MÉDIAS NUMÉRIQUES POUR UNE PRÉVENTION ACTIVE DES CONFLITS ET DES TENSIONS (IMPACT)

L'action présentée, intitulée "Implication des Médias numériques pour une Prévention Active des Conflits et des Tensions" (IMPACT), est le fruit d'une collaboration entre plusieurs organisations : deux structures françaises, Avocats Sans Frontières France (ASF France) et Danaïdes ; une plateforme panafricaine, AfricTivistes ; et deux associations nationales : l'Association des Blogueurs de Guinée (ABLOGUI) et le Réseau des Professionnels de la Presse en Ligne de Côte d'Ivoire (REPPRELICI). L'action s'appuie ainsi sur l'analyse de ces organisations de la société civile (OSC), composées essentiellement d'experts des médias en ligne, qui sont dans une position stratégique pour atteindre des changements significatifs dans la prévention des conflits par les médias numériques.

Toutes les activités du projet ont ainsi été pensées pour que leur impact puisse s'inscrire dans la durée, et ce notamment par la création d'une plateforme régionale sécurisée et collaborative pour la prévention des conflits par les médias en ligne. La plateforme s'inscrit dans une visée de pérennisation du projet dans la mesure où elle sera autonome et pilotée par AfricTivistes après la fin du projet. De plus, les contenus et les documents ressources utilisés pour les formations seront mis en ligne sur la plateforme pour être réutilisés pour de nouvelles formations par les partenaires locaux. Les activités mises en œuvre au cours de l'action auront vocation à être pérennes et répliquables.

Les groupes cibles sont les auteurs et les utilisateurs des médias numériques. Les bénéficiaires finaux sont les populations de Guinée et de Côte d'Ivoire. Pendant la durée du projet, celle-ci sera sensibilisée via des sessions d'informations, des caravanes de sensibilisation et des contenus sur Internet. A moyen et long terme, le bien-être des populations doit s'améliorer grâce à la consolidation d'une paix durable à laquelle doit contribuer la prévention et la déconstruction des fausses nouvelles et des messages haineux dans les médias numériques.



(P : Courrier International)

E. AFRICIVISTES INITIATIVE INTERNET ET LIBERTÉ POUR L'AFRIQUE (INTERLIA)

AfricTivistes Initiative Internet et Liberté pour l'Afrique (InterLiA) est un projet axé sur trois volets :

- Sensibilisation et plaidoyer pour une entrée en vigueur de la convention de Malabo ;
- Mise en place d'un réseau d'acteurs autour d'internet et liberté en Afrique ;
- Encourager l'accès à l'information et l'appropriation des mécanismes légaux par le biais d'outils numériques.

Déployé pour sa première phase dans les pays africains francophones au Sud du Sahara, il mobilise des experts civic tech, des experts du cyberspace africains, des acteurs de l'écosystème numérique africain, des membres d'organisation de la société civile, des partenaires techniques et des professionnels de l'information.

Ce projet permettra de :

1. Créer une plateforme panafricaine tripartite : société civile, administration et experts pour la liberté et la sécurité sur Internet
2. Enrôler 7 nouveaux pays à ratifier la Convention de Malabo (Convention de l'Union Africaine sur la cybersécurité et la protection des données à caractère personnelle) pour qu'elle entre en vigueur
3. Rendre accessible et lisible la Convention de Malabo pour le grand public
4. Développer des outils didactiques sur la cybersécurité et la protection des données
5. Plaidoyer pour inviter les Etats à intégrer la question des droits numériques et la protection des données à caractères personnel dans les législations.



F. INCOMMON : (INITIATIVE CITOYENNE POUR L'OBSERVATION ET LE MONITORING DES PROGRAMMES POLITIQUES EN MAURITANIE)

INCOMMON est une fabrique citoyenne innovante dont le but est d'appuyer, d'accompagner et d'outiller les acteurs de la société civile mauritanienne par la formation, le développement d'outils et l'accompagnement à l'innovation et à la co-création.

À travers INCOMMON, AfricTivistes vise à renforcer les capacités des jeunes acteurs de la société civile mauritanienne en matière de participation citoyenne et de contrôle citoyen de l'action du gouvernement.

Le projet sera mis en œuvre avec l'implication et la participation du réseau des AfricTivistes de la Mauritanie, des acteurs des médias de la société civile, des professionnels des médias en s'appuyant sur une politique d'accès à l'information ainsi que sur les principes de bonne gouvernance.

Plus spécifiquement, INCOMMON permettra de mettre en place un réseau d'acteurs engagés pour faire de la veille, de l'observation et du monitoring des politiques publiques par le biais d'outils et de solutions innovantes. Il vise aussi à impulser une nouvelle dynamique citoyenne axée sur la participation, le contrôle et la proposition.



CP : Wathi

IX. Partenariat technique



A. THE LAW DECODER

Le cabinet de conseil juridique en technologie, EndCode, apporte un appui technique à AfricTivistes à travers des analyses mensuelles de lois sur la cybersécurité, la protection des données par rapport aux droits et libertés en Afrique.

Ces analyses sont libres d'accès sur le site africtivistes.org. Grâce à un tel partenariat, AfricTivistes et EndCode contribuent à sensibiliser le public sur les avantages et les inconvénients des lois sur la cybersécurité, la protection des données et les droits dans le cyberspace. Grâce aux recommandations fournies, le projet Law Decoder contribue également à informer les autorités des améliorations qui doivent être apportées tout en fournissant aux citoyens engagés et aux organisations de la société civile des arguments à utiliser dans leur plaidoyer et leur dialogue avec les autorités et les autres parties prenantes (les fournisseurs de services, les commissions de protection des données personnelles, ...).

B. CLEMSON UNIVERSITY



Clemson University dans le Caroline du nord aux États-Unis est le premier partenaire technique de AfricTivistes. Les deux entités collaborent sur la cybersécurité et sur le développement d'outils numériques sûrs respectant les données personnelles des usagers.

Ensemble, les deux organisations ont, à ce jour, formé plus de 500 personnes en Afrique sur le contournement de la censure et la protection des données. AfricTivistes développe des boîtes à outils pour contourner la censure et les perturbations du réseau internet. Elle déploie une radio privée pendant les crises. C'est un partenariat qui a permis d'avoir une plateforme de lancement d'alertes anonymes à partir du dark web.

X. Projets en gestation



A. CENTRE AFRICAIN DE RECHERCHES SUR LA CITOYENNETÉ, LE LEADERSHIP ET LA TRANSFORMATION SOCIALE – CADRE CTRL

De 2000 à 2020, plusieurs organisations et mouvements de jeunes se sont révélés au grand public par leur engagement dans les luttes démocratiques. A travers l'activisme, ces jeunes ont porté des campagnes de plaidoyer et des actions allant dans le sens du renforcement des droits et des libertés et la conscientisation des masses. Ils ont réussi à intéresser de nombreux citoyens à la chose publique. Il revient ainsi de documenter toutes ces initiatives qui partagent les idéaux de démocratie, d'engagement citoyen et de transformation sociale. Au-delà, mettre à jour tous ces concepts à travers la recherche afin de les intégrer dans des approches scientifiques et pédagogiques. Cadre Ctrl est aussi un creuset pour les pouvoirs publics, les décideurs, les intellectuels,...

Il permet de consolider, de fédérer et de partager l'expertise de haut niveau de chercheurs, d'acteurs de changement, de concepteurs et innovateurs africains et du monde. En tant que Centre de référence, il permet de poser un débat grand public sur les questions liées au leadership, à l'engagement citoyen et à la transformation sociale.



Objectif : Mettre en place un réseau d'experts sur les questions liées au leadership, à l'engagement citoyen et à la transformation sociale ; Produire et publier des études sur les nouvelles dynamiques citoyennes en Afrique; Documenter l'évolution de la Révolution 2.0 et de la citoyenneté augmentée.



Cibles : réseaux d'experts, populations africaines, mouvements sociaux, organisations non-gouvernementales, organisations de la société civile, pouvoir public.

B. AFRICA CITIZEN LABS (SOCIAL OPEN PROJECT, INCUBATEUR)

En Afrique, des jeunes se sont organisés à travers des outils numériques pour impacter leur communauté et apporter un changement social. Leurs projets naissent des idées qu'ils portent souvent seuls, sans appui et sans encadrement. Le projet Africa Citizen Lab est un programme d'appui et d'accompagnement des jeunes, des organisations de la société civile et des mouvements sociaux en mettant à leur disposition un incubateur citoyen. Sa composante Social open project appuie et accompagne les projets à fort impact social. Africa Citizen Lab va également abriter une série de hackathons panafricains sur des problématiques actuelles dont la restriction de l'espace civique. Il aide aussi les institutions politiques à remettre le citoyen au cœur de la démocratie locale.



Objectif : Accompagner le développement d'idées, de projets, de solutions numériques à fort impact social pour promouvoir la participation citoyenne, la co-construction et la gestion participative.



Cibles : jeunes, mouvements sociaux, organisations non-gouvernementales, organisations de la société civile, pouvoir public



CP : Socialnetlink

C. ÑUJI4DEV (SEMONS POUR LE DÉVELOPPEMENT)

Pour la jeunesse en Afrique précisément au Sénégal, les réseaux sociaux, médias mobiles et applications numériques sont devenus des outils d'information, mais surtout des supports et canaux de diffusion et d'information pour vendre des produits ménagères, des tissus, des aliments ou tout simplement pour lancer une tontine mensuelle (épargne informelle entre connaissances).

Sur l'ensemble du territoire, des applications comme WhatsApp ou des plateformes comme Facebook sont détournées par les utilisateurs pour des projets entrepreneuriaux.

Ñuji4Dev est un projet qui contribue à renforcer via le numérique la professionnalisation, l'autonomisation et l'inclusion sociale des jeunes filles sénégalaises à travers un programme d'accompagnement, d'accélérateur, de mentoring et de coaching. Il est la phase pilote du projet qui pourrait être déployé dans d'autres pays sur le continent africain.



Objectif : Accompagner 150 jeunes filles de 14 régions du Sénégal pendant 18 mois et les aider à partir d'une simple idée à mettre en place leur entreprise.



CP : Simplon

D. AFRICIVISTES E-OBSERVATION

Depuis 2012 avec le projet SUNU2012 au Sénégal, AfricTivistes se déploie régulièrement lors des échéances électorales sur le continent pour promouvoir l'observation citoyenne électorale et la participation citoyenne aux processus électoraux. Un comité de veille et de suivi est mis en place pour chaque scrutin en relation avec nos points focaux dans les différents pays. À cela s'ajoute aussi un mécanisme de capacitation sur l'observation citoyenne électorale.



CP : Bji.fr

XI. Partenaires

■ Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP)

Le Directeur régional du Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP) pour les 23 pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre, Mabingue Ngom (2015-2021) a rendu visite le 8 février 2021 à AfricTivistes. Une occasion pour discuter des possibilités de collaboration.

Une délégation d'AfricTivistes s'est également rendu à son tour au siège de l'UNFPA à Dakar pour une séance de travail toujours dans le cadre des opportunités de partenariat.



AfricTivistes @AFRICTIVISTES · 8 avr. 2021
Nous avons reçu ce matin @mabinguengom1, Directeur Régional de @UNFPA_WCARO pour une visite de courtoisie et une séance de travail autour de nos projets communs. Une collaboration en vue pour l'Afrique que nous voulons.



31 63

AfricTivistes a retweeté
UNFPA WCARO @UNFPA_WCARO · 15 avr. 2021
Fructueuse séance de travail entre @cypher007 président de @AFRICTIVISTES et @mabinguengom1 RD. De futurs projets en vue pour des objectifs communs. #FassE #PutYoungPeopleFirts



Habibou DIA et 7 autres personnes

■ Banque Africaine de Développement (BAD)

Une délégation de la Banque Africaine de Développement (BAD) a visité les locaux de l'organisation. Cette rencontre fait suite à l'annonce du groupe d'accroître sa collaboration avec la société civile africaine lors du Troisième Sommet de AfricTivistes.



AfricTivistes @AFRICTIVISTES - 16 déc. 2021

AFRICTIVISTES a reçu, la visite d'une délégation de @AIDB_Group, composée de Mme @ToureZeneb et de Mr @Lutheryam.

Cette rencontre a permis d'ouvrir de futures pistes de collaboration entre la banque et la société civile africaine.



■ Chad Innovation

Hamid Khayar Oumar Defallah, Fondateur de «Chad Innovation» a rendu visite à AfricTivistes dans ses locaux. Une visite de courtoisie et d'échanges sur des opportunités de collaboration. A l'occasion, les différents projets de AfricTivistes lui ont été présentés. A l'issue des échanges.

Monsieur Hamid Khayar Oumar Defallah a fait état de sa volonté de travailler avec AfricTivistes sur leurs différents projets. Il a fait état de l'écosystème du Tchad qui a besoin de l'aide d'une organisation comme la nôtre pour participer au rendez-vous du donner et du recevoir dans le domaine du numérique.



La liste des projets de " Chad Innovation" sur lesquels AfricTivistes pourrait collaborer sont les suivants :

- Charte de projet technologique au Sahel (en collaboration avec IFD) ;
- Formation des femmes dans le domaine de la technologie ;
- Développement d'un projet Tech For Good (en partenariat avec l'ambassade de France) ;
- Formation de journalistes (Fact-checking, ...) ;
- Développement d'une plateforme de vulgarisation du dialogue national et d'outils d'aide ou d'orientation à la prise de décision dans le cadre de la transition au Tchad ;
- Analyse des lois et règlements au Tchad à travers Law Decoder ;
- Plaidoyer pour une meilleure compréhension des lois.

Annexes

■ Rapport financier

NOM DU PROJET : OPEN GOVLAB

OBJECTIF GLOBAL DU PROJET : Le LOG est un Projet d'appui et d'accompagnement des collectivités locales pour une gestion transparente par le biais du numérique pour une gouvernance locale plus inclusive.

Nom du Bailleurs	Budget du projet	Durée	Pays concernés
NED : National Endowment For Democracy	142 000 \$	15 mois : du 01 Février 2021 au 30 Avril 2022	04 Pays : Sénégal, Guinée, Niger et Guinée-Bissau

NOM DU PROJET : The Charter Project Africa

OBJECTIF GLOBAL DU PROJET : C'est un projet panafricain axé sur les engagements contenus dans la charte Africaine de la Démocratie, des Elections et de la Gouvernance et qui encourage l'utilisation des technologies civiques pour amplifier les voies des citoyens.

Nom du Bailleurs	Budget du projet	Durée	Pays concernés
EPD : EUROPEAN PARTNERSHIP FOR DEMOCRACY	402 090 €	40 Mois : du 01 Janvier 2021 au 29 Février 2024	Bénin, Botswana, Cap-Vert, Ethiopie, Kenya, Nigeria, Afrique du Sud, Soudan, Tanzanie et Zambie.

NOM DU PROJET : ACET Afrique de l'Ouest : Africivistes Civique Engagement Tour Afrique

OBJECTIF GLOBAL DU PROJET : Le projet vise à créer une nouvelle génération de citoyens engagés dans des questions sociétales et citoyennes à travers le numérique afin de mobiliser davantage d'acteurs et renforcer l'impact de leurs actions.

Nom du Bailleurs	Budget du projet	Durée	Pays concernés
ROYAUME DES PAYS-BAS	15.811.120 FCFA	09 mois : du 01 Avril 2020 au 31 Décembre 2020	Gambie, Mauritanie et la Guinée-Bissau.

NOM DU PROJET : Sahel Insight

OBJECTIF GLOBAL DU PROJET : C'est un projet qui a pour but le renforcement des bonnes pratiques et des mobilisations citoyennes en faveur de politiques publiques adaptées à la réduction des inégalités au Sahel.

Nom du Bailleurs	Budget du projet	Durée	Pays concernés
OXFAM	120 000 €	24 mois (2022-2023)	Tchad, Niger, Burkina Faso, Sénégal.

Rapport financier

NOM DU PROJET : Dialogue Migration

OBJECTIF GLOBAL DU PROJET : C'est de mettre à la disposition du public une plateforme web pour produire et diffuser des informations vérifiées, contextualisées et circonstanciées sur la migration loin des clivages politiques et du sensationnel.

Nom du Bailleur	Budget du projet	Durée	
CFI MEDIA	39 000 €	10 mois : de Juillet 2021 à Avril 2022	

NOM DU PROJET : ICT 4 Justice (phase 2)

OBJECTIF GLOBAL DU PROJET : ICT4 Justice est un programme d'appui pour sensibiliser le public sur l'importance et le rôle de la Commission africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) ainsi que ses instruments légaux.

Nom du Bailleur	Budget du projet	Durée	Pays concernés
OSIWA	50 000 \$	36 mois en deux phases	Gabon, Cameroun, Burkina Faso, Congo, Cote d'Ivoire, Bénin, Guinée Conakry, Niger, République Centrafricaine.

NOM DU PROJET : Résilience plus

OBJECTIF GLOBAL DU PROJET : Il vise à accroître les connaissances et la capacité des organisations de la société civile à répondre aux restrictions croissantes des libertés démocratiques d'association, de réunion et d'expression dans le monde entier.

Nom du Bailleur	Budget du projet	Durée	Pays concernés
Internews Local Voices. Global Change.	10 000 \$	Du 11 Mars 2021 au 10 Août 2021	Le Personnel d'Africivistes

NOM DU PROJET : Implication des Médias numériques pour une Prévention Active des Conflits et des Tensions (IMPACT)

OBJECTIF GLOBAL DU PROJET : Son objectif est d'atteindre, à travers des Organisations de la société civile, des changements significatifs dans la prévention des conflits par les médias numériques.

Nom du Bailleur	Budget du projet	Durée	Pays concernés
ASF France (Avocats Sans Frontières France)	100 280 €	2 ans	Guinée, Côte d'Ivoire

■ Book Local OpenGovLab (LOG)

AfricTivistes @AFRICTIVISTES · 14 oct. 2021
#LocalOpenGov

Le travail de terrain commence!
Après trois mois de parcours assisté à distance, les 7 volontaires VAGOA ont rejoint le 10 octobre 2021 leurs mairies d'affectation respectives.

Pour en savoir plus sur LOG cliquez ici: log.africativistes.org



www.log.africativistes.org

AfricTivistes @AFRICTIVISTES · 27 oct. 2021
#LocalOpenGovLab

@NatwaHindina a quitté N'djamena pour s'établir à @villede Rufisque à une trentaine de Km de Dakar avec environ 430 694 habitants

Il s'engage ainsi à accompagner la collectivité à intégrer le numérique dans son système de #LocalOpenGov

bit.ly/2Zz11TV



AfricTivistes @AFRICTIVISTES · 28 oct. 2021
Infos: #LocalOpenGovLab

Le VAGOA @fareinta anime ce vendredi 29-10-2021 à 9h30 une formation sur l'utilisation des outils numériques dans l'administration locale. Elle est destinée aux élus et personnels de @kouroussamairie

Puis sur #LocalOpenGov 📍: bit.ly/3bk0tbg



Aux personnes vivant dans la @villede Rufisque et environs, notre volontaire @NatwaHindina offre ce vendredi 29-10-2021 une formation gratuite sur l'initiation à la Cartographie : Open street Map

En savoir plus sur #LocalOpenGov: log.africativistes.org/gouv-local-ouv...



AfricTivistes @AFRICTIVISTES · 3 déc. 2021
À l'invitation du Conseil Local des Jeunes (CLJ) Labé, notre volontaire, @sbskalan a présenté le projet #LocalOpenGovLab et ses objectifs à seize jeunes venus des différents quartiers de la @CommuneLabé.

En savoir plus sur LOG: log.africativistes.org/gouv-local-ouv...



AfricTivistes @AFRICTIVISTES · 3 déc. 2021
Toujours dans sa présentation, le volontaire #AfricTivistes a détaillé les valeurs de la gouvernance locale ouverte tout en exprimant ses attentes vis-à-vis des participants dans le cadre de la mise en œuvre du projet.

#LocalOpenGov

AfricTivistes @AFRICTIVISTES · 26 oct. 2021
#LocalOpenGovLab

@MairieMatankari à 300 Km de Niamey, environ 11 400 habitants, a accepté d'accueillir notre volontaire @blackWomen990 de nationalité sénégalaise pour une gouvernance locale ouverte.

Elle livre ses premières impressions dans son blog log.africativistes.org/l'aventure-dune...



AfricTivistes @AFRICTIVISTES · 29 oct. 2021
#LocalOpenGovLab

Quelques images de la formation gratuite offerte aujourd'hui par le volontaire **#AfricTivistes** à la **@villederufisque**

@Natwahindina a initié les bénéficiaires à la cartographie sur Open Street Map

En savoir plus sur **#LocalOpenGov**: log.africativistes.org/gouv-local-ouv...



AfricTivistes @AFRICTIVISTES · 23 nov. 2021
#LocalOpenGovLab

Notre volontaire à Niamey, **@fatimabuffalo** a accordé une interview à **@AgendaNiamey** pour parler du projet LOG, de son expérience et de la gestion participative par le biais du numérique.



agendaniamey.com
F. Ndiour d'AfricTivistes : « Associer les populations dans les affaires d...
AGENDANIAMEY.COM : Vous êtes au Niger pour une mission concernant la gouvernance locale ouverte pour le compte ...

AfricTivistes @AFRICTIVISTES · 24 nov. 2021

Merci à notre VAGOA **@sbskalan** pour son engagement auprès de nos collectivités locales afin d'encourager la gouvernance locale ouverte. **#LOG**


Commune Urbaine de LABÉ @CommuneLabe · 24 nov. 2021
Début de la session participative pour l'amélioration du site Internet de la mairie et l'élaboration d'une stratégie de communication citoyenne. Une session facilitée par le VAGOA **@sbskalan** #Gulnee #Kibaro



AfricTivistes @AFRICTIVISTES · 7 déc. 2021
#LocalOpenGovLab

Depuis 2 mois, notre volontaire **@MaimoRelis** est affecté à la Mairie de Bissau, 387 909 habitants, pour accompagner cette collectivité à intégrer le numérique dans son système de gouvernance.

En savoir davantage sur cette localité 📍
bit.ly/3Dvxt1m



AfricTivistes
Publié par Seytina Diabio · 3 décembre 2021

#LocalOpenGovLab, c'est aussi travailler pour que les mairies et les organisations socioprofessionnelles et communautaires enclenchent ensemble de nouvelles dynamiques.

Facilité par notre VAGOA **Alesmy Farinta Camara**, la Mairie de Kouroussa a reçu la Coopérative des Bouchers de Kouroussa (CBK).

Les consultations vont se poursuivre avec d'autres corps de métier qui influencent directement la vie des citoyens afin de renforcer la confiance, la participation citoyenne et la... [Voir plus](#)



Rencontre entre la mairie et le collectif des Bouchers de Kouroussa (CBK)

Une consultation essentielle pour régler le secteur

229 Personnes touchées | 8 Interactions | -1,3x plus faible Score de diffusion

[Booster la publication](#)

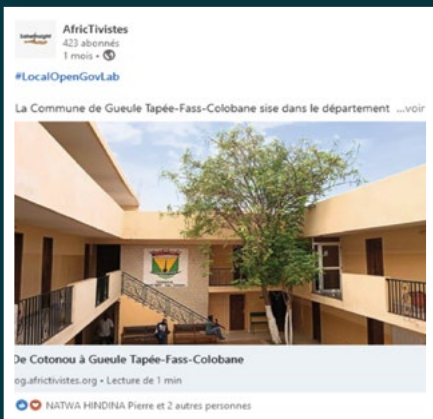
AfricTivistes
Publié par Seytina Diabio · 3 décembre 2021

À l'initiative du Conseil Local des Jeunes (CLJ) Labé, notre volontaire, **Saly Bilay Sow** a présenté le projet **#LocalOpenGovLab** et ses objectifs à seize jeunes venus des différents quartiers de la Mairie de LABÉ.

Toujours dans sa présentation, le volontaire **#AfricTivistes** a détaillé les valeurs de la gouvernance locale ouverte tout en exprimant ses attentes vis-à-vis des participants dans le cadre de la mise en oeuvre du projet. **#LocalOpenGov**

En savoir plus sur LOG: <https://...> [Voir plus](#)







**THE NATIONAL ENDOWMENT FOR
DEMOCRACY FIND IN LOG A GOOD
OPPORTUNITY TO SUPPORT CITIZEN
PARTICIPATION EFFORTS WITHIN AFRICAN
LOCAL COMMUNITIES....**

DE THIES À DAN KASSARI : MON ENGAGEMENT POUR L'AFRIQUE À TOUT PRIX



Par Fatima Ndiour
VAGOA

www://log.afriktivistes.org

Tous droits réservés.

Les Éditions AfricTivistes, Dakar 2022



Africtivistes